

YONNE 40/44 mémoire

N° 27 / mai 2012 - 4€ / ISSN1620-1299

SOMMAIRE

ÉDITORIAL / Le rôle des femmes dans la Résistance dans l'Yonne Par CLAUDE DELASSELLE / page 2

LE DOSSIER

LES FEMMES ET LA RÉSISTANCE DANS L'YONNE Par FRÉDÉRIC GAND / page 3

BIOGRAPHIES

Marcelle David, une femme agent de liaison

Par THIERRY ROBLIN / page 20

Claude Mercier (« Nadine »), une agent de liaison réfugiée dans l'Yonne Par FRÉDÉRIC GAND / page 22

Line Hutinel, agent de renseignement Par THIERRY ROBLIN / page 24



[LE DOSSIER]

LES FEMMES ET LA RÉSISTANCE DANS L'YONNE

Par FRÉDÉRIC GAND

ARORY

• Association pour la Recherche sur l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne •

Yonne mémoire 40/44 / Bulletin de l'Association pour la Recherche sur l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne / Directeur de publication : C. Delasselle / Rédacteur en chef : J. Rolley / Iconographie : Arory / Coordination : T. Roblin, J. Rolley / Graphisme et réalisation : F. Joffre / Arory, 2012 / Photos : D.R. / Site internet : www.arory.com / e-mail : arory.doc@wanadoo.fr / Centre de documentation : 15 bis, rue de la Tour d'Auvergne - 89000 Auxerre / Tél. / fax : 03 86 48 23 68 / Couverture : montage photo réalisé avec des documents d'archives officielles et archives privées [©Arory 2012, ONAC Yonne] /

ÉDITORIAL

LE RÔLE DES FEMMES DANS LA RÉSISTANCE DANS L'YONNE

par Claude Delasselle

Ce numéro de notre bulletin se penche sur le rôle des femmes dans la Résistance, avec un article de Frédéric Gand qui a utilisé, pour le réaliser, des documents contenus dans les dossiers de demandes de cartes de Combatant Volontaire de la Résistance que nous avons dépouillés l'an dernier à l'ONAC de l'Yonne, mais aussi les renseignements que nous avons déjà pour une bonne partie des résistantes icaunaises et qui figurent en partie dans les fiches du cédérom qui leur sont consacrées.

Cet article pose un certain nombre de questions de fond : y a-t-il eu une résistance spécifiquement féminine, ou bien la résistance

des femmes s'est-elle inscrite dans l'ensemble de la Résistance, avec des rôles et des tâches plus particulièrement dévolues aux femmes par leurs camarades masculins qui, presque toujours, sont les dirigeants des groupes et mouvements de la Résistance icaunaise ? Quel pourcentage représente la participation des femmes dans la Résistance icaunaise (et nationale...) ?

À combien se monte, approximativement, le nombre de résistants, hommes et femmes, dans la Résistance icaunaise ? Toutes questions pour lesquelles nous n'avons pas encore de réponse bien affirmée...

Cet article est illustré par trois courtes évocations de femmes résistantes de l'Yonne, de leur parcours et de leur rôle. Ce choix, guidé par le souci de faire découvrir au lecteur des parcours individuels peu ou pas encore connus, est bien sûr arbitraire et bien d'autres résistantes icaunaises auraient tout autant mérité d'y figurer. Ce pourra être le cas dans des numéros ultérieurs de ce bulletin. ■

publicité

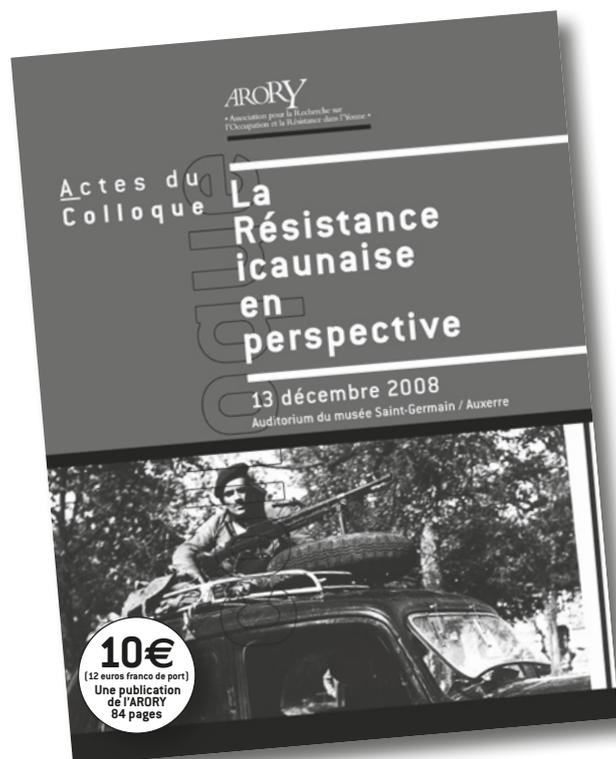
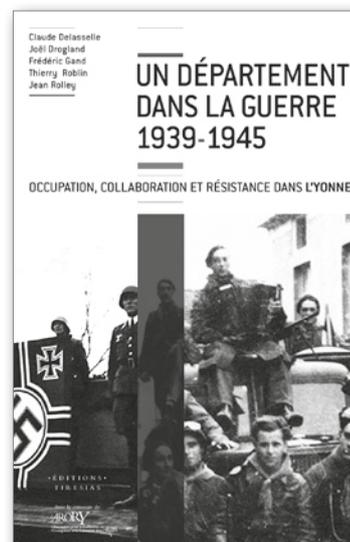
DÉCOUVREZ
"UNE AUTRE HISTOIRE DE L'YONNE
PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE"

UN DÉPARTEMENT DANS LA GUERRE 1939-1945

OCCUPATION, COLLABORATION
ET RÉSISTANCE DANS L'YONNE

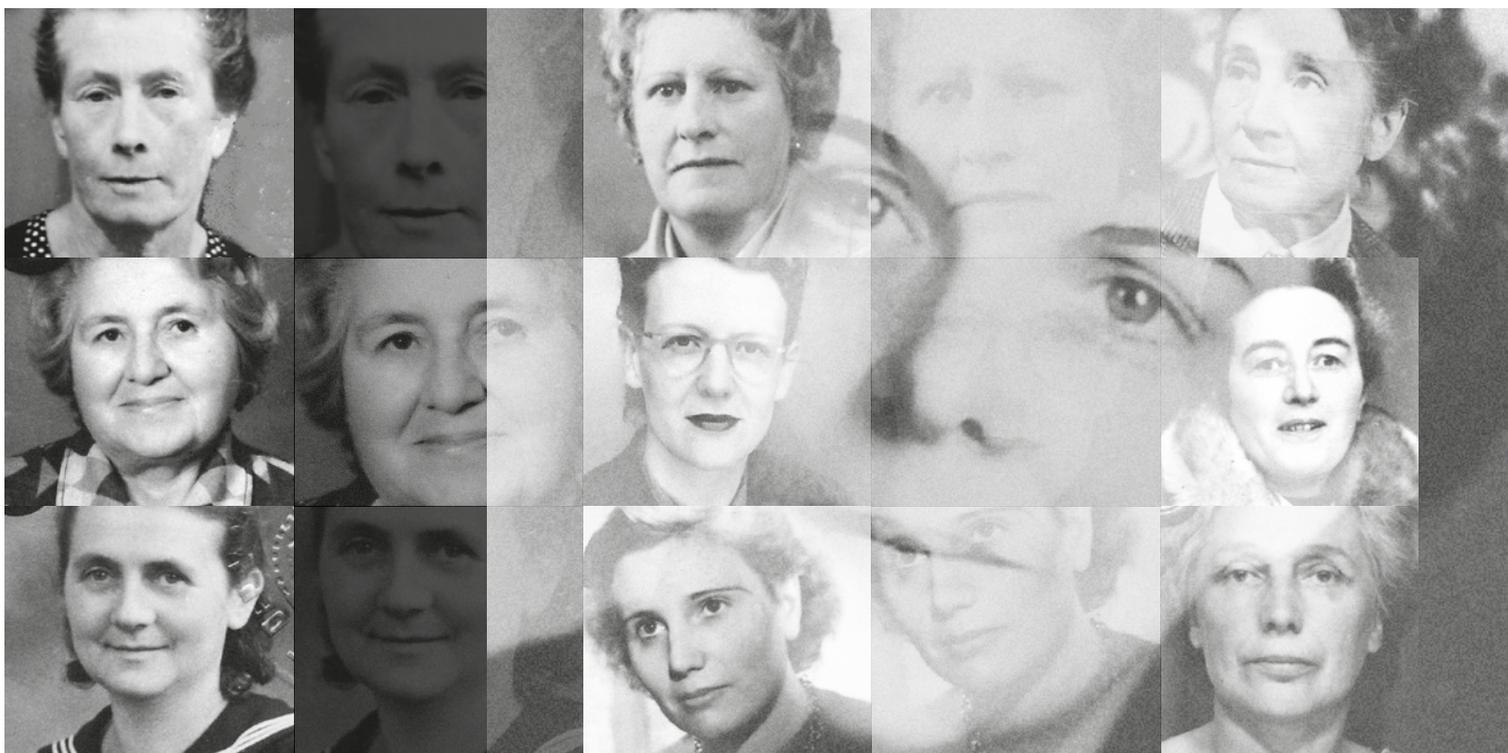
Ouvrage collectif de l'ARORY,
750 pages, 30 euros.

Commandez le livre auprès de l'Arory :
15 bis, rue de la Tour d'Auvergne -
89000 Auxerre, ou sur notre site
www.arory.com, rubrique
"Commander le livre".
Adresse mail :
arory.doc@wanadoo.fr



DÉCOUVREZ ET COMMANDEZ
le complément indispensable au livre
"UN DÉPARTEMENT DANS LA GUERRE / 1939-1945
OCCUPATION, COLLABORATION ET RÉSISTANCE DANS L'YONNE"

Vous pouvez commander l'ouvrage auprès de l'Arory :
15 bis, rue de la Tour d'Auvergne - 89000 Auxerre, ou sur notre site www.arory.com, rubrique "Commander les actes".
Adresse mail : arory.doc@wanadoo.fr



LES FEMMES ET LA RÉSISTANCE DANS L'YONNE

par Frédéric Gand

L'étude des résistantes dans la Résistance mobilise sérieusement la recherche depuis une vingtaine d'années. Au lendemain de la guerre, l'historiographie s'était avant tout penchée sur les aspects militaires de la Résistance et avait lar-

gement délaissé toutes celles qui n'avaient pas combattu les armes à la main. Il fallut attendre l'émancipation des femmes dans les années 70¹ pour s'interroger sur leur rôle dans la Résistance. En témoigne le colloque « Les femmes dans la Résistance », organisé à la Sorbonne en 1975 par l'Union des femmes françaises (UFF)². Mais ce regain

était davantage une victoire du féminisme militant que la reconnaissance des résistantes qui, à défaut d'être systématiquement étudiées, restaient encore oubliées³. Le rattrapage s'opéra finalement dans les années 90⁴, et fut souvent mené sous une approche anthropologique et, cette fois, spécifiquement féminine⁵.

Dans l'Yonne, l'histoire de la Résistance s'est véritablement écrite au début des années 2000, grâce aux travaux de l'ARORY. Un colloque puis un ouvrage de synthèse ont servi de matériau à cet essai⁶. Faute de sources

[LE DOSSIER]

et de témoignages, les femmes n'y étaient parfois identifiées que par leur seul titre d'épouse de résistant et leur rôle n'y était pas toujours suffisamment précisé. Cette étude inédite dans l'Yonne et conduite après certains travaux bourguignons⁷, se propose, autant que faire se peut, de leur redonner un prénom et un visage.

I. UN ÉCHANTILLON SIGNIFICATIF DE PLUS DE 250 FEMMES

DES SOURCES NOUVELLES

Le dépouillement récent, effectué par trois membres de l'ARORY (Claude Delasselle, Frédéric Gand et Thierry Roblin), des archives du Service départemental de l'ONAC (Office national des Anciens Combattants)⁸ permet d'approfondir la connaissance des résistantes de l'Yonne⁹. Les dossiers qu'elles ont constitués pour obtenir la carte de Combattant volontaire de la Résistance (CVR), la carte d'Interné résistant ou la carte de Combattant apportent de nouvelles sources d'information qui s'ajoutent aux données du cédérom *La Résistance dans l'Yonne* et aux dernières recherches publiées dans les numéros précédents du bulletin *Yonne-Mémoire* de l'ARORY.

THÉRÈSE MINARD-FROISSART, LA FILLE D'ABEL MINARD, EST PLUS JEUNE ENCORE QUAND ELLE AIDE SA MÈRE MARIETTE À SOIGNER LES MAQUISARDS FTP AU HAMEAU DE LA FOURCHOTTE À BRION.

L'addition de toutes ces femmes, celles qui nous étaient déjà connues et celles que nous avons découvertes, forme un total de plus de 250 résistantes, un chiffre qui sans prétendre être définitif ni exhaustif appelle à la prudence. Que dire en effet des femmes qui ont quitté le département après la guerre¹⁰, celles qui n'ont jamais fait de demandes de carte ou de celles qui n'ont tout simplement jamais jugé utile de se signaler¹¹? Cet échantillon, dont la fiabilité est évidemment provisoire, nous semble mériter quelque crédit. Sa validité obéit à quelques critères simples mais rigoureux.

Les résistantes retenues à partir du dépouillement des archives de l'ONAC ne l'ont pas été d'après leur demande administrative mais en fonction de leur proximité avec

une organisation de Résistance, qu'elle soit nationale ou locale, qu'elle soit civile ou militaire¹². Il est ensuite apparu plus scientifique de fonder leur action résistante sur sa nature plutôt que sur sa durée, sur les risques courus plutôt que sur le nombre de jours comptabilisés dans une organisation¹³. Cette optique a permis d'inclure bon nombre de résistantes qui n'avaient jamais été immatriculées dans une organisation malgré de courtes actions périlleuses. La constitution d'un outil statistique, réalisé à l'aide d'une base de données, a offert des garanties méthodologiques. Au total, cette liste représente un objet relativement cohérent et qui semble se rapprocher du nombre réel des résistantes icaunaises. Cet ensemble de 250 femmes¹⁴ représente moins de 0,1 % de la population icaunaise de l'époque mais correspond peut-être à un dixième des effectifs résistants masculins.

DES RÉSISTANTES À TOUT ÂGE

Les Icaunaises ont résisté à tous les âges. La plus âgée que nous connaissons est Pauline Rodolphe, une infirmière et assistante sociale du dispensaire de Toucy qui travaillait avec le docteur Louis Seguin. Après avoir aidé des prisonniers de guerre au début de l'Occupation, elle travaille pour le mouvement Résistance en 1943. A l'âge de 70 ans, elle héberge à Mézilles des réfractaires et des résistants et fournit des renseignements à Marie-Louise Baudon et à l'abbé Bouillier, curé de Mézilles. L'une des plus jeunes est Geneviève Jeanguyot-Carmantrand¹⁵ de Perrigny-sur-Armançon. Cette apprentie-couturière est âgée de 15 ans lorsqu'elle se met d'abord à la disposition du Front national et de Fernand Dufour à Joigny puis à celle des FTP et de René Millereau. Elle assure ainsi des liaisons pour le maquis Vauban. Thérèse Minard-Froissart, la fille d'Abel Minard, est plus jeune encore quand elle aide sa mère Mariette à soigner les maquisards FTP au hameau de La Fourchette à Brion. En 1944, âgée seulement de 12 ans, elle opère aussi quelques liaisons.

La répartition par classe d'âge nous confirme les tendances déjà observées dans les études précédentes¹⁶ : les classes résistantes les plus fournies sont alimentées par deux catégories, les jeunes et les personnes d'âge mûr. Le curseur moyen semble être également placé autour de 30 ans mais avec une répartition légèrement

Edwige Chailou.
Coll. ONAC-Yonne



différente. L'importance des femmes de plus de 30 ans est notable : en 1940, une moitié des résistantes a entre 30 et 50 ans, un chiffre qui s'élève presque aux deux-tiers si l'on y ajoute les quelques 10 % de femmes de plus de 50 ans. Les quarante pour cent restants sont donc composés par des femmes de moins de 30 ans, où les moins de 20 ans représentent environ 15 % du total.

Ce classement est étroitement corrélé au statut social et à la fonction résistante de ces femmes. Passé l'âge de 30 ans, nombreuses sont les épouses et les mères qui ne peuvent facilement quitter leur foyer et qui le transforment en lieu d'hébergement. À Saint-Brancher, en 1943, la cultivatrice Jeanne Poupée, âgée de 60 ans, héberge et ravitaille réfractaires et résistants pour le compte du Front national et des FTP, cache des tracts et des armes, s'oppose aux réquisitions et sabote même les batteuses. En revanche, les moins de trente ans, globalement plus libres, ont plus facilement gagné la clandestinité et sont majoritairement devenues agents de liaison. C'est aussi dans cette catégorie que se retrouvent les femmes qui ont combattu dans les organisations, dans les maquis et même dans les unités combattantes constituées à la Libération. Simone Goussard abandonne ainsi ses études d'assistante sociale en juin 1943 pour rejoindre le mouvement Résistance, à l'âge de 23 ans. Elle devient ensuite à Toucy une agent de liaison efficace entre l'état-major FFI et les groupes du Service National Maquis, tapant les ordres d'attaque d'Adrien Sadoul avant de les transmettre aux maquis.

DES RÉSISTANTES DE TOUS MILIEUX

L'étude des professions féminines est délicate à conduire compte-tenu de la société de l'époque. Nombre de femmes étaient sans profession et certains métiers leur étaient pratiquement interdits ou d'accès



Andrée Connat. Coll. ONAC-Yonne



Gabrielle Meyer. Coll. Arory



Marie-Joséph Leduc-Guiguet.
Coll. ONAC-Yonne



Jacqueline Herbin.
Coll. Arory



Athalie Voulemier.
Coll. ONAC-Yonne

difficile, que l'on songe aux militaires ou aux médecins. Dans notre échantillon, près d'une femme sur deux n'a d'ailleurs pas de profession officielle. Quelques tendances ressortent toutefois, qui ne reflètent que partiellement la réalité sociale du département.

L'importance des professions de l'agriculture et du commerce n'est pas étonnante dans l'Yonne des années quarante. Elles constituent des secteurs de poids : chacun d'eux représente vingt pour cent des femmes. Ainsi par exemple les cultivatrices **Edwige Chaillou** et **Andrée Connat**. Lune, 43 ans en 1943, est membre du réseau Ralph affilié au mouvement Résistance et héberge à Sainpuits des réfractaires, avant de ravitailler le Maquis 3 du Service National Maquis d'André Cagnat. L'autre, 35 ans, est un soutien à Merry-la-Vallée du groupe Georges Manoury affilié au réseau Jean-Marie Buckmaster (JMB). A Chassy, la cultivatrice Olga Calmus, 45 ans en 1944, est en contact avec Alain de la Roussilhe, entrepose des armes parachutées et cache des responsables comme Henri Bouchard (« Noël »), le radio du réseau JMB, et « Nicole », une résistante anglaise parachutée en Bourgogne qui est évoquée plus loin.

Les gérantes des hôtels et des commerces d'alimentation ont été une aide précieuse pour des clandestins toujours en quête d'hébergements, de vivres et de tabac. En 1943, Marie-Louise Anquet, 32 ans, qui tient le café-épicerie de Châtel-Gérard, est en contact avec l'abbé Durand de Libération-Nord. A la même époque, Marie Rapin, 49 ans, boulangère à Saint-Fargeau, est en rapport avec l'abbé Voury du mouvement Résistance. Elle s'oppose aux réquisitions et ravitaille la Résistance. Les ouvrières représentent en-

viron 10 % des femmes de cet échantillon. Jeanine Quéro, 24 ans, ouvrière dans le textile, anime le Front national à Migennes en 1942. En 1944, Emeline Pierre, 49 ans, employée des abattoirs à Toucy, assure l'hébergement de résistants condamnés à mort qu'André Genêt a fait évader de l'hôpital de Nevers. Membre du groupe sédentaire du mouvement Résistance dirigé par M. Thomas, elle remplace son mari parti au maquis de Merry-Vaux, pour lequel elle assure liaisons et convoiement de réfractaires.

Les enseignantes, surtout des institutrices qui sont aussi bien souvent secrétaires de mairie, sont un peu plus nombreuses. C'est le cas, à Villethierry, de Gilberte Huré qui a 35 ans en 1944. Au sein de l'orbite communiste (groupe local Semard et maquis Paul Bert), elle héberge de nombreuses personnes : prisonniers de guerre, réfractaires, juifs parisiens, le radio et aviateur anglais Evan et des résistants auxquels elle fournit de faux papiers, sans oublier sa participation locale aux actions de la Libération aux côtés de Paul Albot. À citer également Paulette Ragu, à Grandchamp, âgée de 35 ans en 1943 et proche du mouvement Résistance. Elle héberge des enfants juifs, des réfractaires et des résistants, comme Maurice Fanicher, exécuté par les Allemands le 9 août 1944, et leur fournit de faux documents. Elle opère également des liaisons avec le groupe sédentaire de Saint-Denis-sur-Ouanne et tient le dépôt d'armes rapportées par son époux lors des parachutages à Grandchamp, probablement pour le maquis de l'Étang-Neuf. On trouve aussi quelques femmes professeurs, dont certaines nous sont encore mal connues : c'est le cas de Marie Osmont d'Amilly, 52 ans en 1943, qui enseigne la musique à Auxerre et héberge des résis-

tants. Paula Buchillot, 35 ans cette même année, est professeur de dessin au lycée de Joigny ; elle réalise de faux papiers pour le Front national et s'intègre au groupe d'Irène Chiot dont elle est la cousine. Sa collègue d'anglais à Joigny, **Gabrielle Meyer**, membre de Bayard, travaille aussi pour le réseau Bordeaux-Loupiac à l'été 1943, hébergeant notamment Antony Leriche et « des aviateurs alliés que le groupe Bordeaux-Loupiac rapatriait », selon l'attestation de ce dernier, datée du 7 octobre 1957 dans le dossier CVR.

Les professions médicales et la fonction publique représentent les dernières catégories remarquables. Aux côtés du docteur Ragot, la sénonaise Cécile Lobry, 42 ans, fournit de faux papiers aux candidats au départ. D'autres infirmières sont moins connues, comme Rose Sevin, sœur Bernadette en religion, qui arrive à l'hôpital de Joigny en 1941, après avoir respectivement exercé depuis juin 40 à la clinique Bernadette à Lourdes puis à l'Hôtel-Dieu de Beauvais. A 35 ans en 1943, elle est membre du groupe Bayard et organise, aux côtés du docteur Fort, un service clandestin pour les résistants. Enfin plusieurs femmes ont su profiter de leur position dans les services publics. **Marie-Joséph Leduc**, 23 ans, secrétaire-dactylo à la sous-préfecture d'Avallon, fournit de fausses cartes d'identité pour un contact du réseau Alliance avant d'être arrêtée le 12 novembre 1943. **Jacqueline Herbin**, âgée de 22 ans la même année, employée des PTT à Joigny, est pour Bayard un agent de renseignements et de liaison efficace grâce au téléphone. Enfin **Athalie Voulemier**, 45 ans en 1943, contrôleur du personnel à la poste d'Auxerre, est chargée des liaisons avec les services administratifs allemands. Elle appartient au réseau Action PTT sous les

[LE DOSSIER]

ordres d'Alfred Roux, agent P2 et également directeur des Postes. Elle recueille d'abord des prisonniers de guerre évadés, puis des réfractaires et des résistants qu'elle fournit en faux papiers, comme Petel l'agent de liaison d'André Genêt, et joue le rôle d'agent de renseignement et de liaison avec les autres organisations de la Résistance.

2. LES FEMMES EN RÉSISTANCE : QUI SONT-ELLES ?

LES SENTINELLES DU FOYER : DES ÉPOUSES, DES MÈRES ET DES FILLES

Mariées et chargées de famille, les femmes sont accaparées par des tâches domestiques autrement plus pénibles qu'aujourd'hui. Entre repas, lessive et soins aux petits et grands, la marge de liberté est bien mince pour qui est retenue dans son intérieur. Les femmes pratiquent donc une résistance de l'accueil. La maison devient un lieu d'hébergement et de réunion pour les résistants qui y sont également ravitaillés et soignés. Cette solidarité n'est pas sans coût pour le ménage qui doit affronter la pénurie et des restrictions toujours plus grandes à partir de début 1941. Le foyer sert aussi de cache (armes, tracts, faux papiers...) et de boîte aux lettres des organisations pour lesquelles les femmes se transforment en agents de liaison.

Ces sentinelles du foyer sont souvent des mères de famille. Dès 1941, Marguerite Froissart, 51 ans, dont le mari René est recherché¹⁷, subit plusieurs perquisitions dans sa ferme du hameau de La Fourchette (Brion) qui deviendra plus tard un havre de repos pour trois groupes FTP (Minard, Victoire et Liberté). En 1943, au hameau de Saint-Aubin (Saint-Brancher), la cultivatrice Berthe Couhault-Bonin, 51 ans, héberge les résistantes communistes Maria Valtat et Louise Gaudinot et oriente les réfractaires vers les maquis FTP. La veuve Alfrédine Trameau, 55 ans en 1942, fait de même dans sa ferme des Cornes à Châtel-Gérard pour les maquisards du Vauban (FTP) ou du maquis Aillot (Libération-Nord). À Saint-Sauveur-en-Puisaye en 1944, Gilberte Reby, 40 ans, mère de six enfants et femme de ménage, ravitaille le Maquis 7 du Service National Maquis, servant à domicile les repas du chef du Service National Maquis dans l'Yonne, le commandant Cunin (« Georges ») et de son adjoint « Pasteur ». À Vaudeurs, Fernande



Jacqueline Delcroix-Fayon.
Coll. ONAC-Yonne



Marcelle Bonnamy.
Coll. ONAC-Yonne



Paulette Bonnamy-Chaussonot.
Coll. ONAC-Yonne

...À JULLY DANS LE TONNERROIS OÙ LES BONNAMY AGISSENT POUR LE BUREAU DES OPÉRATIONS AÉRIENNES (BOA) EN MAI 1943.

Cherpi, 48 ans, cultivatrice catholique et apolitique, se charge avec son époux d'héberger des prisonniers de guerre en fuite, des aviateurs alliés, des résistants et des maquisards jusqu'à l'arrestation du couple en mai 1944.

Cette forme de résistance familiale n'est pas l'apanage des femmes mais s'avère impossible sans elles. C'est le cas de plusieurs familles situées dans l'orbite des FTP. La famille Blondeau, qui tient un garage à Briennon-sur-Armançon, anime le groupe Victoire autour du père, Emile et de son fils Roland, tandis que la mère tient la maison (boîte aux lettres, accueil, armes) et que la fiancée de Roland, Solange Savourat, 28 ans en 1944, organise un réseau de planques hébergeant divers responsables, David Retchisky (« Hauteroche »), André Chamfroy, Robert Loffroy... Elle ravitaille le groupe Victoire à La Ramée, en récupère les armes après son attaque ou recrute à la Libération pour le détachement Borel, future compagnie Aillot, sans compter des liaisons périlleuses menées dans son secteur. La situation est similaire pour la famille Sautreau à Mailly-la-Ville ou pour la famille Martens à La Longueiraie près de Vaudeurs où le groupe Hoche réceptionne des parachutages grâce à Victor, à Jules mais aussi à la mère, Renée et à la fille, Marguerite. Cette dernière vient même étoffer l'équipe au sol lors du parachutage du 31 mai 1944. On trouve des cas identiques dans d'autres organisations, comme la famille Cagnat de Lainsecq agissant d'abord pour le mouvement Résistance puis le Maquis 3 du Service National Maquis.

Les mères disposent grâce à leurs filles de relais essentiels. À Avallon, l'hôtel-restaurant d'Andrée Santigny, 45 ans en 1943, est une plaque tournante de la Résistance où se tient le premier Comité militaire régional des FTP. Robert Santigny, son époux, y réunit les responsables de la résistance communiste tandis que sa fille, future Mme Beck, assure des liaisons avec la résistante communiste Maria Valtat. À Sens en 1944, Madeleine David et sa fille Marcelle sont deux agents qui relient Roger Bardet au maquis Kléber du réseau Jean-Marie Buckmaster. A 17 ans, l'étudiante Marcelle est aussi agent P2 et transporte des armes (voir sa biographie évoquée par Thierry Roblin dans ce numéro). En 1943 à Sens, Léone **Delcroix** (« Derville »), institutrice de 40 ans, est assistée par sa fille **Jacqueline**, lycéenne de 18 ans. Toutes deux sont des agents de liaison à la fois pour le Front national et pour le réseau Ronsard-Troëne (hébergement, faux papiers). Elles récupèrent des informations que Jean Delcroix transmet ensuite à Londres par radio¹⁸. On retrouve une situation similaire à Jully dans le Tonnerrois où les **Bonnamy** agissent pour le Bureau des opérations aériennes (BOA) en mai 1943. Alors que Marcel, le père, participe à des parachutages en Côte d'Or et rapporte des armes à cacher dans sa ferme de Frace, son épouse **Marcelle**, 45 ans, héberge et ravitaille le maquis côte-d'Orien Valmy où se trouvent quatre de ses fils. Sa fille **Paulette**, 19 ans, est agent de liaison¹⁹. Les filles ou les belles-filles apportent ainsi leur soutien dans plusieurs familles de résistants. À la ferme des Foix, Denise Cherpi

assiste ses parents Louis et Fernande, déjà cités. Andrée et Renée, filles de la famille Bizard affiliée au Front national, réalisent des liaisons à Saint-Léger-Vauban pour le groupe Vauban tandis que l'italienne Assunta Lavina, 19 ans en 1944 et future belle-fille de la résistante Alfrédine Trameau, travaille avec elle pour Libération-Nord comme agent de liaison²⁰. Il arrive aussi qu'une fille épaulé son père dans la Résistance. C'est le cas de Claudine Pichot (« Gladys »), une secrétaire-dactylo âgée de 19 ans et membre de Bayard. Le 21 août 1944, en gare de Saint-Julien-du-Sault, cet agent de liaison du maquis Cudot participe avec son père au désarmement d'une quinzaine de soldats allemands. Elle est aidée par un autre agent de liaison du même groupement, Arlette Pillot, âgée de 22 ans et secrétaire également. Celle-ci s'engage après la Libération au 1^{er} Régiment des Volontaires de l'Yonne. Lucienne Paillot enfin, évoquée plus loin, travaille pour le réseau Eleuthère aux côtés de son père Camille, ancien pilote de la Grande Guerre, qui est le responsable tonnerrois de ce réseau.

Dans ces familles plus ou moins intégrées à des groupes sédentaires (des résistants non clandestins conservant leur métier et leur domicile), l'activité résistante se partage pratiquement entre intérieur et extérieur. L'épouse est la gardienne du foyer tandis que l'homme le quitte pour des actions dangereuses et violentes (sabotages, parachutages ou combats). Il est donc directement en contact avec l'organisation de résistance tandis que sa femme en est plus éloignée. Cette situation explique les différences d'affiliation aux organisations entre hommes et femmes. À la Libération, celles-ci se retrouveront à une place largement périphérique et ne seront pas facilement reconnues et immatriculées par les officiers liquidateurs. C'est le cas par exemple de Mme Préau accueillant chez elle, au hameau de Villefroide (Les Bordes), le noyau du maquis FTP Bourgogne dont le chef Henri Mittay s'installe ensuite au domicile des époux Solmon au hameau de la Grange-aux-Malades.

LA RÉSISTANCE EN COUPLE : UNE CHARNIÈRE EFFICACE

Il existe de nombreux cas de duos résistants forts complémentaires. À Chastellux, Mme Pieuchot, l'épouse du fermier Henri Pieuchot résistant de Libération-Nord, devient ex-

perte en faux papiers, imitant parfaitement la signature du sous-préfet Maurice Vincent, tandis que son époux diffuse du matériel de propagande et des armes. À Sens, après l'arrestation en juin 1943 de son mari Pierre, responsable du BOA, Germaine Castets, 45 ans, assure une permanence chez elle comme agent P1 du réseau « Action RD ». À Arces, la cultivatrice Blanche Vuylsteke, 50 ans en 1943, héberge des responsables communistes et aide son époux Jérôme, maquisard au groupe FTP Victoire puis à la compagnie Rouget de Lisle, à convoier et à cacher des armes parachutées à Arces au printemps 1944. À Cheny, Jeanine et Robert Quéro animent ensemble le Front national et hébergent des responsables. Au maquis de Suy, Rolande et Georges Dié résistent ensemble au maquis. À Chassy, Robert et Marcelle Sculier forment un couple combattant du maquis de l'Étang-Neuf (JMB). Marcelle s'y révèle une maquisarde efficace, sabo-

À CHENY, JEANINE ET ROBERT QUÉRO ANIMENT ENSEMBLE LE FRONT NATIONAL ET HÉBERGENT DES RESPONSABLES.

tant les cars des Rapides de Bourgogne ou arrêtant des soldats allemands à la Libération. L'ardeur du couple, notamment contre les collaborateurs, est même notable dans l'Aillantais.

Ces cas sont également nombreux pour les groupes sédentaires, à l'image d'Henri Séguinet et de son épouse qui est agent de liaison FTP à Laroche-Migennes. À Tonnerre, le couple Guillot est la boîte aux lettres de la cellule Suzon à Tanlay. Eugène et son épouse Mariette, 51 ans en 1944, servent d'agents de liaison et de renseignement sous le pseudonyme de « Photographe ».

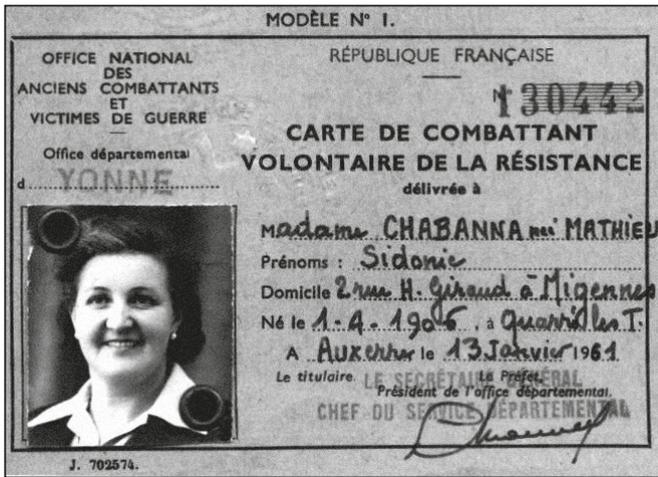
Plusieurs époux sont entrés ensemble en résistance et se sont renforcés dans l'épreuve, qu'il s'agisse d'unions récentes ou plus anciennes. Germaine et Robert Bailly se marient en 1937 et partent en voyage de noces en URSS. À leur retour, ils militent au sein des Amis de l'URSS, une association qu'ils font vivre dans le département. En 1941, à 30 ans, Germaine, couturière, participe avec Robert, instituteur, à la reconstitution du parti communiste icaunais et à la constitution des premiers groupes

auxerrois du Front national. La même année à Tonnerre, les enseignants Mariette et Abel Minard organisent les premiers groupes de résistance communiste. Parmi les notables de cette même ville, Hedwige et Henri Camus, mariés depuis 1925, dirigent une importante affaire industrielle. En 1943, ils implantent à Tanlay la cellule de parachutage Suzon, rattachée au réseau polonais F2. Hedwige, 37 ans, organise sur son domaine de Maison Rouge le soutien logistique et y héberge de hauts responsables du réseau comme Léon Sliwinski et Wladislava Sliwiska, son épouse. En 1943, un autre couple d'enseignants, militants socialistes cette fois, Pierre (secrétaire fédéral de la SFIO) et Germaine Vauthier, 43 ans, font partie à la fois de Bayard et de Libération-Nord à Joigny. À Mailly-la-Ville, en 1942, les deux frères Lucien et Louis Sautreau épousent le même jour Marcelle Foutrier et Denise Patin, 26 et 20 ans. Les deux couples luttent au sein du Front national et des FTP. Le foyer de Lucien et Marcelle est le lieu de naissance du groupe Camélinat, noyau du maquis Camille Desmoulins et de la future compagnie Colbert. Marcelle se charge de la diffusion des tracts, du ravitaillement et de l'hébergement des maquisards dans l'hiver 1943-1944, Louis guide les hommes au maquis. Lune et l'autre belle-sœur ne cessent d'opérer des liaisons. En 1944 à Toucy, Emeline Pierre anime un groupe sédentaire hébergeant des responsables et entrepose des armes tandis que son époux a gagné le maquis de Merry-Vaux en juin.

La Résistance a également favorisé la naissance de certains couples, quelquefois sous forme d'unions libres. En mars 1941, Lucienne Rolland, qui opérait à Sens sous le pseudonyme de « Madeleine Guillot », s'est réfugiée à Auxerre pour échapper à une arrestation²¹. Elle y rencontre Jules Brugot. La vie commune de ces deux résistants communistes est de courte durée et se termine d'abord par leur arrestation le 26 août 1941 puis par la tragique disparition de Jules Brugot, fusillé à Egriselles le 13 janvier 1942. Une fille, Juliette, naîtra de leur liaison²². Marie-Yvonne Mongeville et Gaston Chavanne, elle divorcée et lui veuf, vivent et résistent ensemble à Diges. En 1944, à chacun de ses déplacements dans l'Yonne, André Desèvre, membre de l'état-major FTP, est accompagné par sa maîtresse Gisèle.

Certains couples ont prouvé leur solidité

[LE DOSSIER]



Carte de combattant de Sidonie Chabanna.
Coll. ONAC-Yonne



Carte de FFC de Lucienne Payot.
Coll. Arory

dans l'adversité et quand il l'a pu chacun des époux a protégé l'autre. Ainsi en est-il à Auxerre du couple Bobin qui diffuse la presse communiste et héberge des clandestins pour les FTP. Ils sont tous deux arrêtés le 24 mai 1944 et soumis à interrogatoire. Raymonde, 26 ans, infirmière à l'Hôpital psychiatrique d'Auxerre, est rapidement relâchée pour raison de santé. Robert, torturé à la prison d'Auxerre, est finalement déporté²³. À l'été 1943 à Sens, Mme Rouzeau du Front national ment aux Allemands venus chez elle arrêter son mari Maurice. Elle protège sa fuite et le déclare en voyage à Paris pour mieux le rejoindre à la ferme des Cherpi à Vaudeurs. Le 16 décembre 1942, **Sidonie Chabanna**, qui vient de subir la perquisition du commissaire spécial Grégoire, prévient son époux Georges à son retour. Mais celui-ci préfère « réapparaître » de peur de représailles²⁴. Il est arrêté le lendemain sur son lieu de travail. André Vildieu, membre du Front national à Coulanges-la-Vineuse, dissimule à son épouse ses activités et met uniquement sa mère dans la confiance. En 1944 à Migennes, Emma Bruchard, 24 ans, mariée depuis janvier 1940, découvre l'activité résistante de son mari André qui l'associe alors à son groupe sédentaire FTP. Elle cache Louis Riglet, victime d'un accrochage avec les Allemands et soigne Max Coët qui s'est blessé dans un sabotage.

Par ailleurs certaines idylles ont abouti à des mariages célébrés après la guerre et unissant la plupart du temps les membres d'une même organisation²⁵. Charles Albert Houette, chef du Maquis 1 du Service National Maquis épouse l'infirmière Gene-

viève Madamour en décembre 1945. À la Libération, le médecin Paulette Ziller anime avec le docteur Véron le poste de secours du Service National Maquis à Lainsecq. Elle devient ensuite Madame Véron. Robert Charmant, de la compagnie FTP Pierre Dumont, épouse une agent de liaison, fille de Marie-Yvonne Mongeville, en 1946. Jean Longhi, FTP, responsable départemental Maquis de la Nièvre et lié à la résistance avallonnaise, épouse son agent de liaison Yvonne Bonin. Robert Loffroy, recruteur puis responsable FTP, épouse l'agent de liaison Yvonne Couhault de la ferme Couhault-Bonin où il disposait d'une « planque ». Bernard-Charles Sautereau, un des fondateurs du maquis de Merry-Vaux, épouse Gisèle Caillat, l'agent de liaison de Marcel Choupot, chef départemental FFI de l'Yonne. Lucile Savard (« Claude Berval »), 25 ans en 1944, est agent de liaison de Bayard et fréquente Gaston Vée (« François Lejeune »), le responsable civil de Libération-Nord à partir de mars 1944. Elle devient sa maîtresse et divorce en 1947 pour l'épouser. L'agent de liaison FTP Carmen Fruitier épouse après la guerre le lieutenant Perrot (« Charly »), ayant repris la direction de la compagnie FTP Colbert après la mort de Maurice Sellier (« Michel ») en août 1944.

LA RÉSISTANCE EN SOLO DES AMAZONES

Claire Andrieux dit, en citant Annie Guéhenno²⁶, que certaines femmes ont vécu leur « vie d'hommes », désignant celles qui ont transcendé le clivage masculin-féminin pour vivre une Résistance militaire. Elles ont fondé des groupes de résistance, exercé de hautes responsabilités ou ont combattu les

armes à la main. Elles sont généralement jeunes, célibataires ou séparées de leur mari. Elles sont également beaucoup moins nombreuses que les autres résistantes.

Certaines sont encore mal connues, comme Marie-Louise Golmann (« Léna »), 25 ans, qui est membre du groupe de Surgy qui rejoint le Maquis 3 du Service National Maquis au début juillet 1944. Cette infirmière est présente lors du combat du Bois-Blanc le 3 juillet 1944 et y meurt dans des circonstances mal définies. Depuis 1943, une autre infirmière, **Lucienne Paillot**, 33 ans, est l'agent de renseignement « Lulu » du réseau Eleuthère pour lequel elle transmet d'importants documents qu'elle a soustraits aux Allemands le jour de la perquisition de son domicile. Elle en sera récompensée après la guerre par une citation²⁷ du général de Gaulle à l'ordre du régiment : « *Excellent agent, audacieuse et d'un sang froid sans égal. A fourni au Commandement des renseignements de premier ordre* ». En 1944, elle exerce des responsabilités au sein de la direction de Libération-Nord. Elle organise les groupes sédentaires tonnerrois avant de participer à l'implantation du maquis des Iles Ménéfrier en août.

Depuis 1942, Irène Chiot, assistante sociale, a fondé un groupe jovinien qui a su garder son indépendance malgré des contacts avec Bayard, le Front National et le réseau Jean-Marie Buckmaster. En liaison avec ce dernier, elle réceptionne des parachutages puis tient un dépôt d'armes à son domicile d'Epizy. Elle en distribue à l'état-major FTP de l'Yonne mais aussi aux FTP-MOI de la région parisienne, notamment à Michel Herr



Fausse carte d'identité de Léa Paris. Coll. ONAC-Yonne

et à Jorge Semprun qu'elle héberge chez elle. Son groupe, très actif, est à l'origine de nombreux sabotages dans la région. Dans le Sénonais, Catherine Janot, étudiante parisienne, aide à l'évasion de prisonniers avant d'appartenir successivement à trois réseaux, deux réseaux d'évasion (Comète et Bourgogne) et un de renseignement (Vélite-Thermopyles). Elle fait libérer du *Stalag* son mari, rejoint l'Algérie avec lui pour revenir libérer le territoire au sein des Commandos de France²⁸. Maria Valtat, fondatrice dans l'Avallonnais du Front national et des FTP, quitte l'Yonne à l'automne 1942 et devient responsable interrégional de l'espace Bourgogne-Aube-Marne. En mai 1943, elle part à Paris où elle occupe de hautes responsabilités à l'état-major national FTP. En août 1944, elle dirige l'insurrection parisienne du troisième arrondissement.

Certaines femmes ont gagné la clandestinité et, comme les hommes, ont été homologuées au sein des unités combattantes. La plupart d'entre elles sont célibataires ou séparées de leur époux. Dans l'été 1943, Paulette Buchillot, déjà citée, fait partie du

groupe d'Irène Chiot et participe le 7 octobre 1943 au sabotage d'un train de munitions en gare de Pontigny. À la même époque, Louise Gaudinot, employée de banque à Auxerre, est rattachée à l'état-major FTP de l'Yonne avec le grade de sous-lieutenant. Elle réussit dans la nuit du 10 au 11 novembre 1943 à placer une gerbe tricolore sur le monument aux morts d'Auxerre gardé par les Allemands²⁹.

À SENNEVOY-LE-BAS, EN 1943, L'ÉPICIERE AUGUSTINE PORTMANN, 36 ANS, DONT LE MARI EST PARTI TRAVAILLER EN ALLEMAGNE, RAVITAILLE LES MAQUISARDS DU VAUBAN.

Léa Paris, serveuse à Migennes, 36 ans, membre du groupe FTP Riglet, multiplie les sabotages par incendie et participe l'année suivante aux combats de la Libération de Paris.

Mais les femmes mariées ne sont pas en reste. Odette Pelletier signe son engagement en 1944 et quitte son emploi au Prisunic pour être agent de liaison de l'état-major FTP dans le Sénonais. Dans son appartement de Sens, elle héberge des responsables et

cache des armes alors que son mari Jean est à la tête du groupe Emilien Jacquin. Geneviève Madamour, 30 ans en 1944, est une infirmière de la Croix-rouge à l'Union des femmes de France et se retrouve dans une ambulance pendant la campagne de France. En juillet 1944, elle rejoint le Maquis 1 du Service National Maquis à Bléneau et en soigne les blessés. Elle participe ensuite à la campagne des Vosges au sein du 1^{er} bataillon du 1^{er} régiment du Morvan avant d'intégrer le corps des Auxiliaires Féminines de l'Armée de Terre (AFAT) en mars 1945. On peut enfin évoquer le parcours particulier des FANY (*First Aid Nursing Yeomanry* : compagnie des infirmières d'urgence) parachutées en France. Marguerite Knight³⁰ (« Nicole ») est ainsi parachutée dans la nuit du 5 au 6 mai 1944 en Côte d'Or où elle gagne le PC aillançais de Frager du réseau JMB, dépendant du SOE (Bureau des opérations spéciales). Cet agent de liaison aide aussi à réceptionner des parachutages et à faire l'inventaire des armes.

3. LA RÉSISTANCE DES FEMMES : POURQUOI S'ENGAGENT-ELLES ET QUE FONT-ELLES ?

LES SPÉCIFICITÉS DE L'ENGAGEMENT FÉMININ

Les motivations ordinairement avancées pour expliquer l'engagement résistant masculin se retrouvent évidemment pour les femmes, qu'il s'agisse de la haine de l'occupant, de l'antifascisme, du patriotisme ou du poids du milieu social ou familial.

À Sennevoy-le-Bas, en 1943, l'épicière Augustine Portmann, 36 ans, dont le mari est parti travailler en Allemagne, ravitaille

les maquisards du Vauban. Lucienne Rolland et Odette Pelletier sont des militantes de gauche qui ont participé aux luttes des années trente et qui se retrouvent dans la résistance communiste. En 1940, Lucienne Rolland, 21 ans, est ouvrière à l'usine Mors de Sens et militante active du parti communiste. Fille d'un socialiste pacifiste, elle anime clandestinement un petit groupe communiste dans le Sénonais. Odette Pelletier, 27 ans, est une militante de l'aile

[LE DOSSIER]

gauche de la SFIO qui, après avoir adhéré au mouvement Amsterdam-Pleyel, rejoint en 1943 la résistance sénonaise FTP avec son époux Jean. D'autres femmes s'engagent au nom de la patrie, par germanophobie et sous l'influence d'un parent ayant vécu la Grande Guerre. À Tonnerre, Lucienne Paillet est la fille d'un « as » de l'aviation, capitaine de réserve et membre du réseau Eleuthère. À Joigny, Emilie Herbin est l'épouse d'un grand blessé de la Grande Guerre, Paul, fondateur du groupe Bayard.

À ces motivations se combine l'effet d'entraînement du milieu environnant. À Lainsecq, Octavie Cagnat, la veuve d'un ancien combattant, se rapproche de Marie-Louise Baudon, institutrice en retraite à Mézilles et lance avec l'abbé Bouiller le mouvement Résistance en Puisaye. Ces deux dernières exercent un grand charisme sur leur entourage familial. André Baudon, André et Roland Cagnat entrent probablement en résistance sous l'influence de leur mère. Tout comme Mme Boullé, du réseau Alliance à Avallon, a pu inspirer son gendre André Daprey (chef

médicaments. Elle soigne les maquisards, soit de la compagnie FTP Paul Bert soit du maquis Kléber. Paulette Ziller, médecin à Thury en 1940, fait évader des prisonniers de guerre en zone Sud. Arrêtée pour ce fait en avril 1941, elle est internée à Auxerre puis à Fresnes jusqu'en octobre. Partie ensuite en zone sud, elle y participe à la résistance au sein de Combat³³ avant de revenir à Thury à l'été 1944. Elle y soigne de nombreux maquisards blessés dans toute la Puisaye.

Sous l'Occupation, les femmes ont dû déployer des trésors d'ingéniosité pour subvenir aux besoins de leurs familles. Certaines résistantes surent alors mettre à profit leur maîtrise du « système D » et leurs réseaux de solidarité. Suzanne Brisset, jeune institutrice d'Escolives, entre ainsi en résistance en collectant des fonds en faveur des familles d'enseignants destitués par Vichy³⁴. Membre ensuite du Front national, elle fréquente plusieurs militantes dont Blanche Roulot, Emilienne Ferry et Georgette Sansoy. Elle devient agent de liaison et achemine à vélo des provisions et du



Rolande Dié. Coll. Arory

PLUSIEURS ÉPOUSES REJOIGNENT AUSSI LEUR CONJOINT DANS LA CLANDESTINITÉ AU COURS DE L'ANNÉE 1944, PAR UN MÉLANGE DE DEVOIR ET DE FIDÉLITÉ ET AU NOM D'UN IDÉAL COMMUN.»

du maquis Garnier) et sa fille Denise. Au cours du conflit, les femmes n'ont pas manqué d'occasions de se dévouer et ont ainsi exprimé certaines valeurs de cœur, jugées traditionnellement féminines, comme le don de soi, le renoncement et la générosité. Suivant cette sensibilité, Robert Lofroy n'a-t-il pas écrit au sujet de l'agent de liaison Odette Pelletier qu'elle fut « pendant toute l'Occupation admirable de courage et de dévouement³¹ » ? Un engagement plus spécifiquement féminin se laisse donc décrire, mais sans rien retirer aux hommes qui surent aussi faire preuve de solidarité dans l'action résistante. S'agit-il d'une motivation particulière ? La question peut se poser au regard de plusieurs exemples qui renvoient sans doute à la conception de l'identité féminine de l'époque. En 1944, Jeanne Varet, 41 ans, pharmacienne à Saint-Valérien, héberge la famille juive Sebag, les ravitaille puis contribue à sauver de la déportation le petit Fernand³². Au cours des combats de la Libération, elle organise un poste de secours clandestin à La Belliole qu'elle alimente en

papier qu'elle parvient à se procurer grâce à son métier d'institutrice et de secrétaire de mairie. À Toucy en 1944, Aminthe Chabin, 38 ans, est un exemple parmi d'autres de postières ayant détourné des renseignements au profit de la Résistance. Cette sédentaire du mouvement Résistance intercepte les lettres de dénonciation et les remet au lieutenant André Genêt.

Les sentiments, enfin, ont aussi joué leur rôle. Certaines femmes ont suivi un résistant pour lequel elles éprouaient de l'amour ou de l'admiration. Louise Gaudinot admire ainsi Claude Burat, le chef du maquis FTP Gaulois, qui la convainc de devenir « Paule ». Mais elle est surtout sensible au charme de René Millereau [« Max »]. En 1944, Carmen Fruitier, 19 ans, est la fiancée du FTP Roland Guibert [« Alain »] qui meurt lors du combat de Massangis le 23 juillet 1944. Robert Lofroy nous raconte la suite :

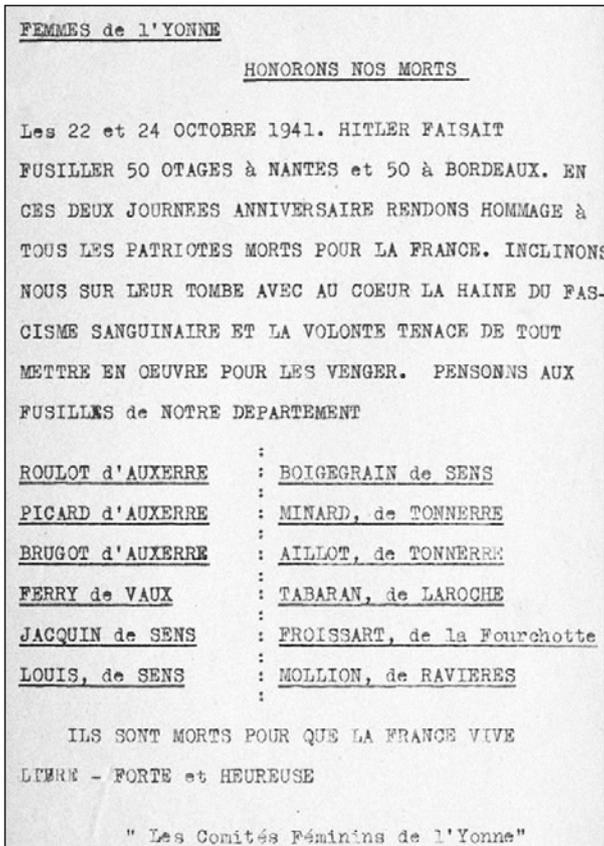
« Pour le venger, deux jours plus tard, elle quittait à l'insu de sa famille la maison de Mailly-la-Ville où elle résidait et, sur proposition de « Max », elle m'était affectée comme

agent de liaison. Cette fille, peut-être un peu trop romanesque, était d'un courage sans pareil. Je ne la ménageais pas et, comme moi, du matin jusqu'au soir elle était sur la route. Jusqu'à la Libération, elle allait payer de sa personne, effectuant mes liaisons au travers du département, transportant les messages et parfois aussi des mitraillettes sur sa vieille bicyclette d'homme ».

Plusieurs épouses rejoignent aussi leur conjoint dans la clandestinité au cours de l'année 1944, par un mélange de devoir et de fidélité et au nom d'un idéal commun. À Villeneuve-sur-Yonne, Edith Mittay doit suivre son mari Henri au maquis FTP Bourgogne. Des situations analogues se retrouvent pour Rolande Dié au maquis FTP de Fays et pour Rolande Hédou au maquis des Iles Ménéfrier. Les sentiments maternels ont aussi conduit certaines mères à entrer en Résistance pour soutenir un fils. À Joigny, Mathilde Fouffé, 46 ans, épaula son fils Marcel, résistant au sein du groupe Bayard.

Y-A-T-IL EU DES ORGANISATIONS DE RÉSISTANCE FÉMININES ?

La question se pose surtout pour la Résistance communiste pour laquelle des témoignages évoquent une « organisation des femmes » et au nom de laquelle des tracts³⁶ sont signés soit de la « La voix des femmes de Bourgogne » soit des « Comités féminins de l'Yonne ». Le parti communiste, à la différence des autres organisations, a très tôt cherché à organiser ses résistantes mais a aussi souhaité rallier « les ménagères », selon ses propres termes. Ce type d'organisation a-t-il fonctionné dans l'Yonne ? Un petit groupe³⁷ a très tôt fonctionné autour de Lucienne Rolland mais pour peu de temps puis les résistantes communistes ont été organisées d'abord au sein du Front national puis



Tract des Comités féminins de l'Yonne .Coll. Arory

dans les rangs de l'UFF (Union des femmes françaises). Toutefois plusieurs points restent encore à éclaircir.

Les archives attestent d'un tract sénonais daté du 6 novembre 1941, intitulé « La voix des femmes de Bourgogne » et recherchant le soutien des femmes de cheminots : « Nous voulons manger ». D'après nos connaissances, ce type de tract ne réapparaît plus dans l'Yonne après cette date et nous ne pouvons en expliquer l'origine. S'agit-il d'une émanation des Comités féminins parisiens fondés par Danielle Casanova³⁸ et de résistantes communistes venues de la région parisienne ? À la même époque, dans l'Auxerrois, opère un groupe de résistantes du Front national. C'est la première trace d'« organisation des femmes ». Le domicile migennois des époux Picard, Andrée et Pierre, sert de dépôt à la presse clandestine en provenance de Paris. Tracts et journaux sont acheminés de Migennes par Andrée Picard qui les transmet à Germaine Bailly. Celle-ci les entrepose prudemment chez sa mère, 32 rue Michelet à Auxerre, avant de les diffuser dans l'Auxerrois et en Puisaye, aidée de Lucienne Rolland qu'elle a hébergé

quelque temps. A partir du printemps 1942 et après l'exécution de son mari Pierre³⁹, Andrée Picard, 37 ans, quitte Migennes pour Auxerre et y assiste Germaine Bailly, qui est relayée dans le sud de l'Auxerrois par Emilienne Ferry de Vaux et Suzanne Brisset d'Escolives. Cette dernière écrit dans le dossier CVR d'Andrée Picard-Cairon à son sujet : « Andrée Picard de Migennes faisait partie avec Emilienne Ferry de Vaux, Germaine Bailly d'Auxerre, Lucienne Rolland d'Auxerre et moi-même du groupe de femmes du Front national. Le domicile des époux Picard de Migennes servait de refuge aux résistants clandestins de passage ainsi que de dépôt de matériel d'édition, de journaux et de tracts clandestins [...] qu'Andrée Picard était chargée de transporter en plusieurs points de l'Yonne, notamment à Auxerre. »

L'expression « groupe de femmes » utilisée ici par Suzanne Brisset, allusion à l'« organisation des femmes », ne doit pas faire songer à une structure féminine autonome. Les résistantes étaient rattachées de manière informelle au Front national dont elles accomplissaient les missions. Depuis mai 1942, Marcel Mugnier⁴⁰, chargé de réorgani-



Geneviève Bouchard-Verneiges.
Coll. ONAC-Yonne

ser le Front national, a rencontré à Migennes les époux **Bouchard**, Léon et **Geneviève**, et les époux Chabanna, Georges et Sidonie. Il a chargé Geneviève, 27 ans, de développer la section « femmes ». Aidée de Sidonie, celle-ci transforme son logis en boîte aux lettres, héberge les clandestins et diffuse des tracts. Mais en décembre 1942, le commissaire Grégoire perquisitionne le domicile des deux femmes et arrête Georges Chabanna. Léon Bouchard gagne l'Aube tandis que Geneviève⁴¹, surveillée à Migennes, doit gagner la Marne où elle se voit confier la section « femmes ». L'« organisation des femmes » est mise en sommeil.

Des tracts signés des « Comités féminins » réapparaissent pourtant au printemps 1943 et sont probablement l'œuvre de Louise Gaudinot, aidée par une migennoise de 20 ans, Micheline Boudinot (« Mireille »). Ils visent à rallier les mères de famille et dénoncent les difficultés du quotidien, agissant dans le même registre que le tract sénonais de novembre 1941. Un tract auxerrois du 5 mai 1943 réclame une augmentation de la ration mensuelle de savon et appelle maires et gérants de magasins à l'obtenir par transmission de pétitions à la Direction départementale du Ravitaillement. Les tracts sont diffusés aux ouvrières à la sortie des usines et des magasins. D'autres tracts, datés du 30 mai, jouent sur la Fête des mères et cherchent à émouvoir « les mamans de France » qui doivent « se priver pour que leurs enfants mangent », dont les fils sont envoyés « en Allemagne servir de chair à travail pour Hitler » ou qui restent seules quand « le père de vos enfants souffre depuis trois ans dans les camps en Allemagne ».

À l'automne 1943, les tracts sont soit signés des « Comités féminins » soit de l'« Union des Femmes », sans qu'il soit possible de savoir s'ils émanent de groupes différents. Les Comités, aux tracts plus politisés, appellent à commémorer le second anniversaire de l'exécution des otages de Nantes et de Bordeaux, les 22 et 24 octobre 1941, et à se souvenir tantôt des douze résistants communistes icaunais fusillés en 1942⁴², tantôt de douze résistantes mortes en déportation : « À toutes les patriotes mortes pour la France dans les camps de concentration en Allemagne. De nombreuses femmes ont payé de leur vie le seul fait d'avoir combattu pour libérer la France du joug nazi⁴³ ».

[LE DOSSIER]

L'« Union des Femmes pour la libération de la France » dénonce de son côté la pénurie de vêtements et de chaussures et appelle même à la création d'un Comité de femmes par quartier.

C'est à cette époque que l'état-major des FTP de l'Yonne a donc lancé l'UFF, une organisation satellite du PCF et reliée au Front national. Le parti communiste, conscient de la montée de la Résistance, espère alors intégrer de nouvelles candidates. Plusieurs responsables sont nommées, à commencer par Louise Gaudinot nommée pour l'Yonne et surtout pour l'Auxerrois. Elle s'appuie ailleurs sur d'autres militantes comme Gabrielle Champroux, 31 ans, directrice de l'école de filles de Rogny et déjà membre du Front national. L'UFF, qui appelle alors les ménagères à manifester contre les privations, connaît de véritables succès en 1944. Les autorités s'inquiètent des risques de débordement et le commissaire Grégoire fait surveiller les abords des entreprises. En février, l'UFF réagit en adressant les tracts aux domiciles des mères. Des rendez-vous sont donnés devant la Préfecture, devant les sous-préfectures ou les mairies pour manifester et y présenter des pétitions contre le marché noir et la pénurie de ma-

L'UFF, QUI APPELLE ALORS LES MÉNAGÈRES À MANIFESTER CONTRE LES PRIVATIONS, CONNAÎT DE VÉRITABLES SUCCÈS EN 1944.

tières grasses. L'opération réussit à mobiliser plusieurs dizaines de manifestantes à Auxerre et à Sens, et même des centaines à Migennes. Les délégations porteuses de pétitions sont reçues par le sous-préfet à Sens et à Auxerre par le chef de cabinet du Préfet qui reçoit lui-même une autre délégation migennaise emmenée par le maire. Le commissaire Grégoire veille mais plusieurs autres actions similaires se reproduisent⁴⁴ et inquiètent les autorités qui, après enquête, ne peuvent rien faire contre les ménagères.

Au total cette résistance féminine semble avoir été intermittente, très encadrée, mais a mené des actions originales à partir de 1943. Son existence est loin d'offrir la claire continuité qu'ont présentée les acteurs de l'époque, comme Robert Loffroy ou Su-

zanne Brisset, amalgamant « organisation des femmes », « Comités féminins » et « UFF ». Ce genre d'affirmation procède du « résistancialisme » communiste et est une reconstruction du parti communiste d'après-guerre, soucieux d'affirmer son omniprésence dans la Résistance.

Une autre organisation, connue pour sa sur-représentation féminine, n'a pas longtemps vécu dans l'Yonne. C'est le réseau Alliance⁴⁵ dirigé au niveau national par Marie-Madeleine Fourcade. Le groupe avallonnais de l'abbé Bernard Ferrand, qui s'y est rattaché en 1943, comptait toutefois quelques soutiens comme Mme Boullé, belle-mère d'André Daprey, ou Gaëtane Borg, Gisèle et Marguerite Girvan, toutes trois arrêtées par les Allemands en novembre 1943, sans oublier Marie-Josèphe Leduc, évoquée plus haut.

DES FONCTIONS SEXUÉES ET SUBALTERNES REFLÉTANT LA SOCIÉTÉ DE L'ÉPOQUE

Les résistantes ont opéré dans une société où la division sexuelle était beaucoup plus forte qu'aujourd'hui. La représentation dominante de la féminité était celle de la femme d'intérieur, bonne épouse et bonne mère. Résistants et résistantes n'y ont pas échappé et ont obéi à une typologie sexuée selon laquelle les femmes se devaient à une résistance essentiellement civile tandis que les actions militaires étaient réservées aux hommes. Ainsi le couple tonnerrois Hédou de Libération-Nord. En 1944, Roger supervise l'installation des maquisards, les parachutages et l'approvisionnement en armes dans le Tonnerrois tandis que Rolande héberge et soigne à son domicile les blessés [ainsi lors de l'attaque du maquis Horteur le 23 juin 44], prépare les parachutages de juillet 1944 avant de devenir infirmière au maquis des Iles Ménéfrier en août.

Cette fragilité supposée a souvent permis de déjouer les soupçons de l'Occupant. La jeunesse, la maternité et même le charme du beau sexe semblent de prime abord incompatibles avec l'action violente. Les responsables des organisations ont ainsi utilisé les femmes qui en jouaient elles-mêmes. En septembre 1943, la jeune institutrice joviniennaise Paulette Depesme, 25 ans, est contactée par son ami d'enfance Pierre Charnier, responsable d'une filière du réseau Bordeaux-Loupiac, spécialisée dans le rapatriement des aviateurs en Angleterre. Elle quitte l'enseignement et devient à Paris

agent de convoiement des aviateurs qu'elle accompagne et guide lors de voyages en train entre l'Yonne et la Bretagne. Dans les compartiments de train, sa présence aux côtés des aviateurs pouvait renvoyer à l'observateur une image d'un groupe familial. À Migennes, juste après l'exécution de son époux, Andrée Picard diffuse des tracts en compagnie de son jeune fils Michel pour détourner l'attention. A la même époque, après l'exécution de leur frère et résistant communiste Claude Aillot, ses sœurs Louise-Michel, 16 ans, et Kaménéva, 14 ans, soutenues par leur mère, diffusent des tracts à Tonnerre. De nombreuses femmes ont ainsi diffusé la presse clandestine car leurs sacoches de vélo étaient rarement fouillées par les soldats allemands. Denise Patin-Sautreau emporte et distribue les tracts du dépôt d'André Vildieu situé à Coulanges-la-Vineuse tandis que sa belle-sœur Marcelle livre des armes au maquis Colbert. À Auxerre en 1944, Claude Mercier (« Nadine »), agent de liaison FTP, passe régulièrement à vélo devant les baraquements de soldats de l'actuelle avenue Mermoz sans jamais être inquiétée. Ses sacoches pleines de tracts n'éveillent pas la méfiance.

Comme dans le monde du travail, les résistantes sont généralement cantonnées à des tâches féminines et subalternes. Les hommes, qui sont souvent plus diplômés que les femmes, se retrouvent naturellement à des postes de commandement. Au printemps 1944, Rolande Dié, qui a pourtant œuvré à la fondation des maquis de Fays puis de Suy (au nord d'Arces) y est chargée des services sanitaires et de l'assistance aux familles de déportés. A Diges, Marie-Yvonne Mongeville, 41 ans en 1943, est la compagne de Gaston Chavanne, responsable du Front national. Elle s'y occupe de leurs sept enfants respectifs tout en transformant son domicile en base logistique pour les groupes sédentaires, futurs maquis Mirabeau et Jean-Jaurès. Elle entrepose armes et tracts et y héberge des réfractaires et des responsables. Au printemps 1944, elle ravitaille le maquis Jean-Jaurès et va même jusqu'à y monter la garde. À son retour d'Algérie dans les Commandos de France, Catherine Janot est devenue simple conductrice d'ambulance tandis que son époux prend part aux combats de la Libération. La femme finit donc toujours sous les ordres d'un homme. En juillet 1944,

l'infirmière Lucienne Paillet est chargée de l'unité sanitaire de la compagnie hors-rang du maquis des Iles Ménéfrier mais passe ensuite sous le commandement du docteur Orthodoxu.

Cette domination masculine est également à l'œuvre au sein des couples de résistants. La femme y est systématiquement l'auxiliaire ou le bras droit de son mari, même à compétence égale. À Joigny en 1943, la commerçante Aliette Thibaut, 40 ans, participe à la Résistance sous le commandement de Robert, son époux et chef de groupe de Bayard. Elle réalise de fausses cartes, héberge des réfractaires et cache un opérateur radio, installé en décembre 1943 par Jean Marot. Raymond Mare, du groupe FTP Boige grain, commande à sa femme Jeannette et à Jeanine Servais le sabotage de l'usine de la Mousse à Sens en octobre 1943. En 1944, Henri Camus, de la cellule Suzon, charge sa femme du transport de matériel radio et de messages à Paris. En 1944, Roger Picand, responsable des maquis de Libération-Nord, y place des réfractaires et confie la logistique, notamment l'état civil clandestin, à son épouse Simone. Revenant sur son propre cas après la guerre, Germaine Vauthier, de Libération-Nord, écrit : « *Mon mari était un combattant de l'ombre [...] et moi j'étais dans l'ombre de mon mari, sans même un nom de guerre. [...] Je ne partageais pas les activités clandestines de Pierre au vrai sens du mot puisqu'il ne me confiait que les ordres que j'avais à exécuter*⁴⁶ ».

Il n'est donc guère étonnant, dans l'Yonne, de constater l'absence de femmes aux postes dirigeants des organisations locales ou nationales. Les responsabilités que certaines, résistantes comme Irène Chiot, ont exercées dans la formation et la direction des premiers groupes ont été de courte durée ou se sont achevées par l'affiliation à des organisations de Résistance.

Les femmes ont été ici comme ailleurs des intendantes de la Résistance, souvent sous-employées dans des fonctions logistiques. D'après notre échantillon et sans éviter les doubles comptes, de nombreuses résistantes ont pratiqué l'hébergement (planque, réunion et dépôt clandestin) et près d'un tiers était agent de liaison. Viennent plus loin derrière les agents de renseignement et de propagande ou les infirmières. Plusieurs parcours plaident pourtant leur polyvalence

et leur capacité d'adaptation. Gisèle Caillat, postière à Auxerre, participe à la réception par parachutage du major SAS Harrison au sein du maquis de Merry-Vaux à Saint-Aubin-Château-Neuf. À la Libération, elle s'engage et se retrouve mutée aspirante à l'état-major de la 4^e Division marocaine de montagne lors de la campagne d'Allemagne. À Joigny, Jacqueline Herbin, elle aussi déjà citée, participe à toutes formes d'actions : évasion de prisonniers, renseignement par écoute téléphonique, liaisons, sabotages et parachutages.

4. FACE À LA RÉPRESSION : QUEL EST LE PRIX DE L'ENGAGEMENT FÉMININ ?

COURAGE ET SACRIFICE

Les résistantes, qui n'ont pas hésité à courir les risques de la clandestinité, ont été souvent conduites à protéger leur famille. Certaines d'entre elles ont ainsi été confrontées à l'arrestation ou à la chasse faite à leur époux. Mme Cheveau, dont le domicile à Quarré-les-Tombes est une planque du Front national, est arrêtée à la place de son mari Georges (« Popol ») mais est rapidement relâchée. Même scénario pour Germaine Poitout, 35, ans épicière à Asnières-en-Montagne (Côte d'Or) près de Ravières et qui soutient (armes, hébergement) le maquis Vauban dont le mari est membre. Elle est arrêtée le 16 décembre 1943 et est interrogée quelques jours par les Allemands. En revanche Madeleine Plait et Simone Picand, de Libération-Nord, sont arrêtées car leurs époux échappent aux Allemands et à la police de Vichy. En novembre 1943, Madeleine

PLUSIEURS FEMMES ONT ACCEPTÉ DE SACRIFIER LEUR VIE PROFESSIONNELLE OU FAMILIALE POUR ENTRER EN RÉSISTANCE ET ONT MANIFESTÉ UNE FORME DE COURAGE INCONTESTABLE BIEN QUE PEU SPECTACULAIRE.

Plait est appréhendée par des gestapistes français à son domicile d'Argenteuil puis est conduite à la *Kommandantur* de Montbard et à la prison de Fresnes⁴⁷. Simone Picand est arrêtée à Tonnerre en avril 1944 et reste plus de trois mois à la prison d'Auxerre. Elles sont toutes deux soumises à de rudes interrogatoires mais restent stoïques. En décembre 1942, après l'intervention de la police française, les deux migennoises Geneviève Bouchard et Sidonie Chabanna se retrouvent privées de leur mari mais se font

fort chacune de maintenir leur activité de résistance. Et cette résolution se renforce chez les résistantes qui deviennent veuves après l'exécution de leurs maris, comme c'est le cas pour Mariette Minard et Marguerite Froissart⁴⁸ à Brion, ou pour Marie Ramelet à Ravières. En 1944 et après l'arrestation de son époux Gabriel⁴⁹, celle-ci, âgée de 57 ans, reste un soutien du Front national et du maquis Vauban.

Plusieurs femmes ont accepté de sacrifier leur vie professionnelle ou familiale pour entrer en résistance et ont manifesté une forme de courage incontestable bien que peu spectaculaire. Celles qui travaillaient, beaucoup moins nombreuses qu'aujourd'hui, ont quitté un emploi synonyme d'indépendance. Louise Gaudinot abandonne sa place à la banque d'Auxerre tandis que les enseignantes Paulette Depesme et Paula Buchillot ne font pas la rentrée scolaire d'octobre 1943. Celles qui étaient mariées ont dû accepter la séparation imposée par la clandestinité. En 1943 à Sens, Maurice Rouzeau et sa femme, une fois engagés au Front national, se perdent de vue pour de longs mois mais se retrouvent parfois au hasard de leurs missions. Certaines ont accepté de partager sur le terrain l'action résistante de leur mari : ainsi en 1944 Marie-Louise Paillier (« Miquette »), jeune mère, accompagne en Puisaye son mari Michel Paillier (« Mic »), responsable du BOA et des parachutages du Service National Maquis. Celles qui avaient de jeunes enfants se sont souvent privées de leur rôle de mère et les ont laissés à contrecœur à la garde d'un parent ou d'un ami. Geneviève Bouchard,

qui avait déjà confié son plus jeune à ses grands parents de Billy-sur-Oisy, place ses aînés dans l'Aube avant de quitter l'Yonne. Rolande Dié rejoint son époux au maquis de Suy après avoir placé ses deux jeunes garçons dans sa famille. Jeannine Quéro (« Ginette ») laisse son fils à sa grand-mère pour se consacrer au convoiement des responsables du Front national.

Les résistantes ont su prendre de grands risques et faire preuve de bravoure. Le 18 août 1944, **Jeanne Varet** n'hésite pas à

[LE DOSSIER]



Jeanne Varet. Coll. ONAC-Yonne

conduire Christian Fouré et Moccolo du maquis Kléber à l'hôpital de Sens. Certaines résistantes ont malheureusement perdu la vie pour prix de leur engagement. À Sens au cours de l'année 1940, Alice Guilhem, interprète à la *Kommandantur*, prend le risque, lors de ses séjours à Strasbourg, de transmettre des renseignements à son beau-frère qui y est officier. Le 10 janvier 1941, elle est assassinée par un sous-officier allemand dans un café sénonais. Est-ce un geste de répression ? Aucune preuve ne nous permet actuellement de l'affirmer. Au cours du combat du Bois Blanc le 3 juillet 1944, Marie-Louise Golmann se serait suicidée pour ne pas tomber vivante aux mains des Allemands. À Guerchy, lors de l'attaque allemande du 13 juin 1944, les FTP Marcel et Yvonne Dumont résistent dans leur ferme assiégée par les Allemands. Espérant revoir ses filles, Yvonne est la seule à se rendre et est abattue froidement. C'est l'une des rares résistantes qui ait été exécutée dans l'Yonne. Si les Allemands maltraitent celles qu'ils jugent résistantes, ils ne les tuent pas et préfèrent les déporter. En revanche, celles qu'ils affrontent les armes à la main sont assimilées à des soldats et peuvent être froidement exécutées⁵⁰.

RÉAGIR À LA RÉPRESSION

Certaines résistantes ont eu la chance d'échapper à une arrestation par ignorance ou négligence des autorités. Au cours de la vague de répression anticommuniste du printemps 1942, Emilienne Ferry et Mariette Minard ne sont pas arrêtées, à la différence de leurs époux⁵¹. *La Gestapo* et les services du commissaire Grégoire ont-ils mésestimé leur implication ou bien ont-ils agi uniquement d'après les renseignements de Ringenbach ? Deux autres militantes, Suzanne

Brisset et Berthe Gadel, seront pourtant arrêtées le mois suivant. La chance a souri à quelques-unes. À Grandchamp, Paulette Ragu, membre du mouvement Résistance aux côtés de son époux Martial, échappe de justesse à l'opération de police du 3 août 1944.

D'autres femmes durent quitter le département, comme Léone Delcroix du réseau Ronsard-Troène, 40 ans, qui s'exila de Sens avec son époux Jean et sa fille Jacqueline le 23 septembre 1943. Elle gagne Valence dans la Drôme où elle devient l'agent de liaison du réseau Gallia [colonel Thomas]. D'après l'attestation de Maxime Courtis, figurant dans son dossier CVR et datée du 23 août 1952, elle était « *traquée par la Gestapo ainsi que son mari et sa fille [...] elle dut comme les siens tout abandonner et quitter au plus vite Sens pour éviter une arrestation certaine et imminente.* » Ce départ précipité peut-il être rapproché de la vague d'arrestations provoquées par Marius Guillemand ? La question, sans réponse aujourd'hui, peut se poser⁵². En décembre 1943 à Paris, Berthe Descottes, femme de ménage de 57 ans, se réfugie à Courlon où elle devient agent de liaison pour le maquis de Courlon [JMB]. En juin 43, Jeanine Quéro, 25 ans, échappe à une arrestation et se réfugie en Saône-et-Loire. À l'inverse, certaines résis-

CERTAINES RÉSISTANTES ONT EU LA CHANCE D'ÉCHAPPER À UNE ARRESTATION PAR IGNORANCE OU NÉGLIGENCE DES AUTORITÉS.

tantes se sont réfugiées dans l'Yonne. Marie Grüneisen, 32 ans, membre de l'Union des mouvements de Résistance luxembourgeois, quitte Differdange (Luxembourg) en janvier 1944 pour Cézay où elle devient agent occasionnel du réseau JMB. Au début de 1944, Claude Mercier («Nadine»), 17 ans, quitte Le Creusot de nuit pour échapper à une arrestation. Cet agent de liaison du Front national rejoint Monéteau où elle tient une imprimerie clandestine au côté de son compagnon Yves Labalette. Elle opère aussi des liaisons dans l'Auxerrois pour le compte de l'état-major FTP.

Une fois arrêtées, les résistantes subissent un interrogatoire qui est rarement exempt de mauvais traitements, surtout quand les Allemands sont persuadés d'avoir affaire à

des « terroristes ». À Esnon, Suzanne Poey, 23 ans, est un agent de liaison du maquis Vauban. Après l'attaque de ce maquis le 19 octobre 1943 à la ferme des Essarts (Ravières), elle héberge plusieurs rescapés. Son frère Jean le dirige tandis que son mari Roland Lecerf en est membre. Elle est bientôt dénoncée et raconte la venue des Allemands dans son dossier CVR : « *Les Allemands sont venus à la maison pour venir chercher mon mari et mon frère, ils m'ont mis un revolver sur le ventre et une mitraillette pour nous faire avouer [...] je crois que c'est la plus grosse peur de ma vie car j'ai eu ma petite fille mais elle n'a vécu que deux ans.* »

Au même moment, Julie Thiennot, 48 ans, dont le fils Louis est membre du Vauban, apprend sa mort à Pimelles. Elle est victime d'une perquisition et d'un interrogatoire mais maintient son soutien actif au maquis [hébergement, dépôt d'armes et petits sabotages]. De son côté la jovienne Jacqueline Herbin, 23 ans, agent de renseignement et de liaison du groupe Bayard, est arrêtée avec son frère le 21 mars 1944 et, pourtant enceinte de six mois, est soumise à de violents interrogatoires au siège de la *Gestapo* à Auxerre. Les Allemands, qui ont manqué l'arrestation de son père Paul, le chef du groupe, espèrent la faire parler⁵³. Le 12 avril 1944, ils la libèrent et elle reprend en juin ses activités de résistance après son accouchement. Marcelle Sculier est arrêtée le 4 août 1944 à la ferme de Beaumarchais de Malicorne d'où elle est conduite à la prison de Chatillon-Coligny (Loiret). Elle est blessée à la tête à coup de crosse puis est condamnée à mort le 9 août. Emprisonnée à Auxerre, elle est libérée le 23 août 1944. Dans le cas de rafles et d'arrestations multiples, les Allemands savent aussi s'acharner sur les plus jeunes, moins récalcitrants et susceptibles de faire plier les plus âgés. En février 1944, un règlement de compte entre résistants et collaborateurs ensanglante Saint-Léger-Vauban. Les époux Marie et Marthe Brizard, proches d'Armand Simonnot et du maquis Vauban, sont arrêtés et conduits à la prison d'Auxerre. En représailles, le maquis Vauban exécute un milicien. Allemands et miliciens retournent exercer une terrible répression au village. Renée Brizard, 19 ans, la plus jeune des filles, est soumise à un violent interrogatoire puis emmenée avec sa sœur aînée Andrée,



Suzanne Brisset-Paquis. Coll. ONAC-Yonne



Lucienne Guyot. Coll. ONAC-Yonne

25 ans, à la prison d'Auxerre. Libérées deux semaines plus tard, elles ne reverront leurs parents qu'à leur retour de Ravensbrück et de Buchenwald en mai 1945.

Mais les Allemands doivent parfois affronter des personnalités plus fortes et plus expérimentées. Marie-Louise Baudon, 58 ans, est un redoutable adversaire qui leur donne beaucoup de fil à retordre. Responsable du mouvement Résistance en Puisaye et dans l'Yonne, son domicile de Mézilles est l'un des PC du département. Arrêtée en avril

DANS LE CAS DE RAFLES ET D'ARRESTATIONS MULTIPLES, LES ALLEMANDS SAVENT AUSSI S'ACHARNER SUR LES PLUS JEUNES, MOINS RÉCALCITRANTS ET SUSCEPTIBLES DE FAIRE PLIER LES PLUS ÂGÉS.

1944, elle est maltraitée mais fait preuve de sang froid et de malice pour résister aux interrogatoires et à la prolongation de son internement qui durera quatre mois (du 6 avril au 11 août 1944).

ARRESTATIONS ET DÉPORTATION

Près d'une femme sur trois (environ 80) a eu affaire aux services de police allemands ou français pour une perquisition, un interrogatoire ou une arrestation, preuve s'il en était besoin de leur implication dans la Résistance et des risques qu'elles ont courus. Trois grands ensembles se dégagent de notre échantillon : les arrestations sans internement, les peines d'internement en France et les déportations.

La première catégorie, une quinzaine seulement, regroupe les femmes ayant échappé à une véritable peine de détention et qui en

ont été quittes pour une grande frayeur. Fin 1943 à Champignelles, Mireille Pauron, 33 ans, proche du mouvement Résistance, doit subir une perquisition et le rude interrogatoire du commissaire Grégoire. Un traitement identique est infligé l'année suivante à la jovinienne Madeleine Klain, 40 ans, membre du groupe Bayard et agent de liaison du maquis de Cudot. « *Je m'en suis tirée avec la peur* » écrit-elle dans son dossier CVR. Germaine Bailly est arrêtée quelques jours au début de 1942 car les Allemands recherchent son mari Robert qui s'est évadé⁵⁴. Elle fait l'objet de fortes pressions avant d'être relâchée car la police française ne la soupçonne pas véritablement de participer aux actions de propagande du Front national auxerrois.

Dans la seconde catégorie se rassemblent les résistantes victimes d'internement. Elles forment l'écrasante majorité, près des deux-tiers, des internées ayant passé plusieurs semaines à plusieurs mois en cellule, à l'exception de quelques-unes. Leur itinéraire est souvent le même : d'abord une prison icaunaise, Sens ou Auxerre, puis une incarcération à Fresnes, Compiègne ou Romainville. Augustine Portmann, soutien du maquis Vauban, est arrêtée à Sennevoy-le-Bas le 18 novembre 1943. Après un passage à la prison d'Auxerre, elle est internée à celle de Fresnes. Mais celles, très souvent militantes communistes, qui ont été arrêtées dans les premières années de l'Occupation ont été victimes d'une double peine, dont la première fut administrée par Vichy. L'Etat français, soucieux d'affirmer sa souveraineté face à l'Occupant, les a condamnées à de longs mois d'emprisonnement⁵⁵. Les autorités allemandes les ont ensuite déportées. Les deux résistantes communistes **Suzanne Brisset** et Berthe Gaudel

sont arrêtées en février 1942 pour diffusion de tracts et sont condamnées à de lourdes peines (deux ans pour Berthe et pratiquement deux ans et demi pour Suzanne), purgées pour l'essentiel à Troyes. Suzanne Brisset est même envoyée sans jugement à la prison de Troyes parmi les condamnées de droit commun avant d'être versée dans le groupe des détenues « politiques ». Lucienne Rolland, arrêtée le 26 août 1941 à Auxerre par la police française, est condamnée à cinq ans de travaux forcés par la Cour de Paris. Incarcérée à la centrale de Rennes, elle est ensuite déportée à Ravensbrück. Son cas relève donc aussi de la catégorie suivante.

Cette dernière catégorie est celle des déportées qui ont souvent fait partie de la seconde. On totalise une trentaine de femmes dont on connaît le parcours⁵⁶. Cet ensemble statistique est trop mince pour tirer de grandes conclusions mais quelques remarques peuvent être avancées. Les résistantes ont été beaucoup moins déportées que les hommes⁵⁷ mais n'ont pas été épargnées pour autant. Plus d'une résistante sur dix a été déportée et une déportée sur trois n'est pas revenue de déportation⁵⁸. Les Allemands considéraient ces résistantes comme des opposantes et les ont classées parmi les déportés politiques. Elles ont été destinées aux camps de concentration et ont été dirigées pour la plupart sur le camp de Ravensbrück. Parmi elles figure **Lucienne Guyot**, 32 ans, qui est membre du groupe de Soucy, une équipe de réception de parachutages du BOA. Arrêtée le 16 octobre 1943, elle est incarcérée dans les prisons de Sens, Auxerre, Dijon et Compiègne avant d'être déportée à Ravensbrück le 3 février 1944. Elle est libérée du camp de Buchenwald le 19 mai 1945. La première déportée serait Clémence Dupuis (« Charlotte »), 48 ans, responsable FTP d'un dépôt d'armes à Champvallon, qui est arrêtée et torturée en août 1942 par la police française (Brigade spéciale 2) avant d'être déportée depuis le fort de Romainville à Auschwitz, où elle est morte le 8 mars 1943. La dernière est probablement Odette Marlot, 51 ans, femme du docteur Marlot d'Appoigny : celui-ci, dont on ignore à quel groupe de Résistance il était affilié, a réussi à échapper à la déportation ; elle est internée à Auxerre en juin 1944 et déportée le 15 août suivant.

[LE DOSSIER]



Yvette Praz. Coll. ONAC-Yonne



Clémence Dupuis. Coll. ONAC-Yonne



Fernande Galicier. Coll. ONAC-Yonne

La déportation s'est accélérée en 1944 et la grande majorité des départs se sont faits depuis les camps de Compiègne et de Romainville. De ce dernier partent au printemps 1944 entre autres trois résistantes communistes, **Yvette Praz**, 22 ans, institutrice sénonaise, **Fernande Galicier** (« Lucienne »), 26 ans, agent de liaison à Laroche et Ewa Tupinier, 36 ans, membre du groupe FTP Ferry de Chemilly-sur-Yonne, dont le mari a été arrêté et fusillé à Egriselles le 25 mai 1944, mais aussi Edwige Chaillou, sédentaire du mouvement Résistance ou Aimée Marien, 47 ans, agent de l'ORA (Organisation de Résistance de l'Armée) comme son époux Marcel.

Sur la dizaine de victimes des camps figurent celles qui périrent à Ravensbrück : Alfrédine Trameau, Léontine Gisclon⁵⁹, 44 ans, Ginette Silvère-Hamelin, architecte de 32 ans ayant rejoint son père à Quarré-les-Tombes au sein du Front national, Gabrielle Chanteloze, 60 ans, qui hébergea des aviateurs alliés pour Ceux-de-la-Libération et Charlotte Cretton, 66 ans, qui était le contact auxerrois de ce réseau. A Auschwitz, au camp des femmes de Birkenau, disparurent **Clémence Dupuis** (« Charlotte ») et Yvonne Carré, 46 ans, qui animait à Vézelay un groupe FTP avec son époux Gaston. Il faut y ajouter Raymonde Salez (« Claude », « Mounette »), responsable des Jeunesses communistes dans l'Yonne en 1942. Arrêtée par les Brigades spéciales à Paris en juin 1942, elle est transférée du fort de Romainville au camp de Royallieu à Compiègne d'où elle est déportée en janvier 1943 à Auschwitz. Elle y meurt en mars 1943⁶⁰. Marguerite Lauré, membre d'un groupe de résistance jovinien disparaît à Mauthausen, Irène Chiot à Ber-

LA DÉPORTATION S'EST ACCÉLÉRÉE EN 1944 ET LA GRANDE MAJORITÉ DES DÉPARTS SE SONT FAITS DEPUIS LES CAMPS DE COMPIÈGNE ET DE ROMAINVILLE.

gen-Belsen.

Parmi les déportées revenues au printemps 1945, plusieurs n'eurent pas la chance de revoir leurs proches. Geneviève Bouchard ne retrouve pas son époux Léon mort à Bergen-Belsen. Yvette Praz perd dans les camps son époux Hubert et son frère Raymond Bénard. Mais certains couples comme les Brizard ont la chance de se reformer. Toutes les rescapées sont profondément meurtries et surmontent parfois ce traumatisme par un mariage ou un remariage avec un résistant ou un déporté, plus à même de les comprendre. Ainsi Geneviève Bouchard épouse-t-elle Paul Verneiges, responsable communiste revenu du camp de représailles de Minen.

5. LA RECONNAISSANCE À LA LIBÉRATION : QUELLE A ÉTÉ LA PORTÉE DE L'ENGAGEMENT FÉMININ ?

UNE PRÉSENCE TIMIDE DANS LES NOUVELLES ASSEMBLÉES

Sans droit civique ni culture politique, les femmes se sont battues pour un idéal d'émancipation et de démocratie dans une société qui les infériorisait⁶¹. Ont-elles été payées de leur engagement après la guerre ? À la Libération, elles siègent dans tous les Comités de Libération mais sont encore très minoritaires. Le Comité départemental de Libération (CDL) compte seulement deux femmes, Louise Gaudinot et Maria Valtat la vice-présidente, alors que le

CDL clandestin n'en comptait qu'une, Lucile Vée alias Claude Berval (Libération-Nord et parti socialiste). Paula Buchillot, d'abord membre du Comité local de Libération de Joigny est ensuite membre de la municipalité provisoire.

Le droit de vote accordée aux femmes par de Gaulle⁶² les rend électrices mais aussi éligibles. Leur place recule encore davantage dans les nouvelles assemblées élues. Certaines résistantes se présentent sans grand succès. Andrée Santigny est candidate malheureuse aux élections municipales d'avril 1945 à Avallon. Louise Gaudinot échoue aux sénatoriales de novembre 1946, comme Maria Valtat aux cantonales de septembre 1945 à Joigny. Celle-ci figurait toutefois sur la liste du député communiste Prosper Mòquet, élu aux élections législatives d'octobre 1946. Enfin la résistante communiste Geneviève Bouchard est la première femme élue du Conseil général dans le canton d'Aillant-sur-Tholon en 1945.

UNE PRÉSENCE TIMIDE DANS LES ASSOCIATIONS D'ANCIENS

La fin de la guerre a fait primer l'aspect militaire et masculin de la Résistance sur sa composante civile et féminine. Très peu de femmes ont participé aux combats de la Libération et aux unités parties combattre en Allemagne. Seules quelques résistantes ont été immatriculées avec un grade militaire, comme Rolande Hédou ou Gisèle Caillat et bien peu ont gagné des décorations au feu.

Cette dernière, comme Louise Gaudinot, sont décorées de la croix de guerre. Ce type de reconnaissance réservée aux hommes a même parfois suscité des réactions d'hostilité. À Champvallon, le 18 août 1946, est inaugurée à la mairie une plaque commémorative à la mémoire de la résistante Clémence Dupuis. Tout le monde résistant et les autorités locales sont présents et unanimes à célébrer cette « *martyre des camps d'extermination allemands*⁶³ ». Pourtant deux ans plus tard éclate une polémique entre Jean Marot, le président de l'Association des déportés, internés et familles de disparus de l'Yonne (ADIF) et le maire de Champvallon, officier et ancien combattant. Ce dernier refuse d'inscrire son nom sur le monument aux morts qu'il juge réservé aux militaires « morts pour la patrie », malgré une ordonnance de 1945 accordant aussi cette inscription aux « morts pour la France ». En 1948, le différend entre les deux hommes éclate dans la presse⁶⁴ et révèle les préjugés portés sur la résistance des femmes⁶⁵. L'homologation posthume d'un grade FFI fictif pour des faits de résistance civils, a fortiori chez une femme, explique le refus de l'édile. Mais en 1951, la médaille militaire est attribuée à titre posthume à Clémence Dupuis. Son nom est aujourd'hui inscrit sur le monument aux morts de la commune.

Nombreuses sont les femmes qui se sont rapidement détournées des associations, à l'exception de quelques-unes comme Léa Paris ou Louise Gaudinot, militante de l'ANACR (Association Nationale des Anciens Combattants et Résistants de l'Yonne). Leur composition très masculine et les évocations de faits d'armes les dissuadent d'y revendiquer une reconnaissance. Geneviève Bouchard est la seule femme portée à la tête d'une association départementale en 1963 : l'Association Départementale des Internés, Résistants et Patriotes (ADIRP). Après 1945, Lucienne Paillot garde quelques contacts avec l'amicale parisienne d'Eleuthère et participe, peu de temps, au Comité d'entente tonnerrois. En 1954, elle échoue même à obtenir le titre de Combattant Volontaire de la Résistance (CVR) car elle n'a pas fait homologuer son activité résistante avant la liquidation du réseau Eleuthère. Elle l'obtient finalement en 1976. De son côté, Emilie Herbin reprend la direction de l'Amicale Bayard en 1951 mais seulement

en mémoire de son mari défunt. Mme Vauthier n'écrivait-elle pas au sujet de ce genre de reconnaissance : « *c'est seulement en février 1953 qu'Henri (Pannequin) a pensé à me donner la carte CVR*⁶⁶ » ? Au final peu de femmes ont été honorées et certaines servirent malgré elles d'alibi féminin dans les commémorations. À Auxerre en 1988, Marie-Louise Chanteloze-Chamoy, arrêtée et déportée en 1942 pour avoir hébergé des aviateurs, reçoit la Légion d'honneur après de nombreuses autres décorations : médailles de la Résistance et de la déportation ainsi que les croix de CVR, de la France libérée et la croix de guerre avec palme.

UNE RECONNAISSANCE TARDIVE

Après la guerre, les résistantes de l'Yonne, comme ailleurs, ont été négligées pour plusieurs raisons, à commencer par le besoin de reconnaissance des hommes. Ceux-ci ont échoué en 1940 à défendre la France et à protéger leur famille. Mais militaires vaincus ou prisonniers revenus des *Stalags*, ils ont résisté. La validation de leurs « titres » auprès des organisations de résistance compense la défaite et rétablit d'un coup leur virilité et leur domination. À l'inverse, la modestie des femmes participe d'une intériorisation de leur faible importance dans une résistance jugée essentiellement militaire. Les femmes, conditionnées par leur éducation à l'effacement, ont conscience d'avoir accompli leur devoir mais sans jamais briguer une quelconque part d'héroïsme. Rares sont les femmes qui croient bon de témoigner, à l'instar de Cécile Lobry, responsable d'un réseau d'évasion sénonais, relatant discrètement sa détention dans une brochure intitulée *Bagne de femmes*. Germaine Vauthier, revenant sur son expérience, résume ainsi cette attitude : « *Les souvenirs à raconter, j'en ai très peu qui valent la peine*⁶⁷ ». Enfin l'historiographie a sous-évalué la résistance féminine. Les historiens, victimes des représentations dominantes, n'ont retenu que quelques grandes figures emblématiques - Bertie Albrecht, Danielle Casanova ou Lucie Aubrac - détournant la résistance féminine de son aspect profond et original. À leur décharge, les femmes se dérobaient à l'analyse. Leur maigre immatriculation dans les organes liquidateurs de l'après guerre, leur faible demande de carte CVR et surtout leur absence dans les associations commémo-

ratives ont largement contribué à les faire oublier.

En France, le nombre des femmes résistantes est évaluée à environ 10%, une proportion correspondant aux détentrices de la médaille de la Résistance et de la carte de Combattant volontaire de la Résistance. Dans l'Yonne, les dernières recherches semblent confirmer cette estimation. Après la guerre, le sexisme ambiant et l'état d'esprit résistancialiste ont relégué les femmes au second plan. Six croix de la Libération ont été décernées à des femmes, 1031 à des hommes. L'écart s'est fort heureusement réduit aujourd'hui. Depuis les années 90, le souvenir de ces femmes émerge dans l'Yonne. Des cérémonies leur rendent hommage, sous forme de plaques ou de nom de rues [Alfrédine Trameau, Irène Chiot]. Leur rôle est étudié par les historiens. L'inflexion de l'historiographie vers l'histoire sociale et l'importance désormais accordée à la « résistance civile » ont permis cette réévaluation tardive⁶⁸ alors que Jean Marot évoquait déjà dans son discours du 11 août 1946, tenu en l'honneur de Clémence Dupuis à Champvallon, « *le rôle merveilleux des femmes dans la Résistance, leur sacrifice et leur héroïsme dans les camps...* »⁶⁹ ■

[LE DOSSIER]

Notes

[1]. Signe des temps, le président Valéry Giscard d'Estaing fonde en 1974 le premier secrétariat d'Etat à la condition féminine qu'il confie à Françoise Giroud.

[2]. Actes du colloque, *Les femmes dans la Résistance*, UFF, éditions du Rocher, 1997.

[3]. Les publications étaient alors centrées sur les témoignages féminins et s'étaient constituées sous un angle moins historique que mémoriel. Alain Decaux, *Le Chagrin et l'Espérance in Histoire des Françaises*, t. 2, *la Révolte*, Librairie académique Perrin, 1972, ou Annia Francos, *Il était des femmes dans la Résistance*, Stock, 1978.

[4]. Thébaud Françoise (dir.), Duby Georges, Perrot Michelle, *Histoire des femmes en Occident*, t. 5, Plon, 1992. Thébaud Françoise (dir.), *Résistances et Libérations, France 1940-1945, Clio Histoire, Femmes et sociétés*, n° 1, Presses universitaires du Mirail, 1995. *Identités féminines et violences politiques (1936-1946)*, Cahiers de l'IHTP, octobre 1995. Albert Oriol-Maloire, *Les femmes en guerre. Les oubliées de l'Histoire*, éditions Martelle, 1995. Margaret Collins-Weitz, *Les Combattantes de l'ombre. Histoire des femmes dans la Résistance*, Albin Michel, 1997. Evelyn Morin-Rotureau (dir.), *1939-1945 : Combats de femmes. Françaises et Allemandes, les oubliées de la guerre*, Autrement, « Mémoires », n° 74, octobre 2001. Mechthild Gilzheimmer, Christine Lévisse-Touzé, Stefen Martens (dir.), *Les Femmes dans la Résistance en France*, Tallandier, 2003.

[5]. Claire Andrieu, *Les résistantes, perspectives de recherche*, in A. Prost, *La Résistance, une histoire sociale*, éditions de l'Atelier, 1997. L'auteur explique et déplore le retard historiographique puis appelle à la constitution d'inventaires systématiques. Elle fait partie de cette génération d'historiennes qui ont démontré la dimension particulière de la Résistance féminine.

[6]. Claude Delasselle, Joël Drogland, Frédéric Gand, Thierry Roblin, Jean Rolley, *Un département dans la guerre 1939-1945. Occupation, Collaboration et Résistance dans l'Yonne*, éditions Tirésias, 2007, ARORY et *La Résistance dans l'Yonne*, cédérom, 2004 (mêmes auteurs plus Michel Baudot, Jean-Claude Pers, Arnaud Fouanon).

[7]. Jeanne Gillot-Voisin, *Chemins de dames dans la Résistance bourguignonne*, Clea Micro Edition, 1999 et Sylvie Latour, *Les Femmes dans la Résistance côte-d'Orienne*, mémoire de maîtrise, Dijon, 1993.

[8]. Tous nos remerciements à son directeur, Georges Giner, qui nous a permis de les consulter et nous a donné l'autorisation d'en publier les photographies d'identité. Ces archives en cours de classement seront bientôt transférées aux Archives départementales de l'Yonne.

[9]. Le nombre des résistants a également été revu à la hausse et sera l'objet d'une prochaine étude.

[10]. Une bonne trentaine de résistantes se sont installées dans l'Yonne après la guerre alors que leur activité résistante ne s'y était pas déroulée. Elles n'ont pas été comptabilisées dans notre échantillon. Leurs dossiers, administrativement rattachés à l'ONAC de l'Yonne, constituent une source éparpillée de l'histoire de la Résistance et couvrent une bonne quinzaine de départements, sans compter le Sénégal et l'Indochine. Les départements frontaliers de l'Yonne correspondent à une dizaine de résistantes.

[11]. Sans parler de celles qui ont disparu sans laisser de traces et dont l'existence nous est parfois signalée par les archives. Ainsi Germaine Guillerault, de Grandchamp, qui est condamnée par le Tribunal militaire d'Auxerre à trois mois de prison pour détention d'armes (Arch. dép. Yonne, 1 W 18).

[12]. Ce critère correspond à la logique de l'historien et non à celle des services de l'Etat qui cherchèrent très tôt à limiter les indemnités accordées aux résistants(es). Un système de forclusion qui s'achevait en 1951 devait en verrouiller définitivement le nombre. Mais sous l'effet de pressions diverses, la date de forclusion fut plusieurs fois repoussée avant que la loi de 1975 ne la remette partiellement en cause. L'appartenance à une organisation de Résistance ne peut donc se fonder uniquement sur cette homologation arbitraire.

[13]. L'administration conditionnait l'appartenance à la Résistance intérieure française (RIF) à un calcul précis de 90 jours d'activité résistante avant le 6 juin 1944 (loi du 25 mars 1949), un nombre ramené ensuite à 80 jours par la loi du 10 mai 1989.

[14]. Un chiffre en dessous de la vérité compte-tenu des femmes qui nous restent inconnues ou mal connues, sinon par un nom parfois cité dans le cédérom. Certaines restent encore à découvrir aujourd'hui, comme Paulette Goué-Prévost, de Saint-Sauveur.

[15]. En cas de noms composés dans l'article, le premier est celui de jeune fille et le second celui d'épouse. Certaines femmes sont mieux connues par ce dernier.

[16]. Voir chapitre 10 de *Un département dans la guerre 1939-1944*, ouvrage déjà cité.

[17]. Ce haut cadre du parti communiste est alors interrégional. Arrêté en avril 1940, il s'est évadé en décembre 1940 du camp de Chibron et, quand il le peut, revient clandestinement dans l'Yonne pour voir sa famille.

[18]. On pensait jusqu'alors que le réseau gaulliste Ronsard-Troëne, spécialisé dans la transmission de renseignements, n'avait pas disposé dans l'Yonne d'agents icaunais : André Poncy et René Laforest, qui ont opéré comme « radios » autour de Bray-sur-Seine et dans le Sénonais fin 1943 ne sont pas des Icaunais. En fait Jean Delcroix, agent du réseau, disposait d'un poste de radio à domicile et était en contact avec un responsable du réseau, Marcel Bureau, dit « Guéridon », qui était peut-être originaire d'un département limitrophe (Aube, Seine-et-Marne...). Il est donc probable que Ronsard ait été implanté plus tôt qu'on ne le pensait et que le départ (évoqué plus loin) des Delcroix en septembre 43 les ait empêchés de connaître Poncy et Laforest.

[19]. Ici le BOA ne semble pas se rattacher à l'organisation icaunaise qui a suspendu ses activités dans l'Yonne à l'automne 1943 suite à la vague d'arrestations provoquées par Marius Guillemand. La famille Bonnamy a hébergé des résistants dont le capitaine Hiblot, chef de la Compagnie Valmy à Fontaine-les-Sèches (zone des parachutages) et connu sous deux pseudonymes : « Duncan » et « Goliath » quand il agit en tant que chef de secteur BOA. Un radio, « Charles », a émis dans la ferme Bonnamy pendant tout le mois de mai 1943. Alfred Prieur et Pierre Castets, responsables sénonais du BOA, ont homologué quelques terrains dans le Tonnerrois à ce moment et auraient pu les connaître.

[20]. Fiancée de Paul Trameau, un des fils d'Alfrédine, avec lequel elle se marie après la guerre.

[21]. Elle est recherchée par la police française pour diffusion de tracts communistes et condamnée par contumace en mars 1941 à dix-huit mois de prison par le tribunal correctionnel de Sens.

[22]. Née en mai 1942, l'orpheline aura pour tuteur le résistant communiste René Matignon. Un destin tout aussi tragique a relié les fiancés Albert Gueusquin (« Bob ») et Raymonde Salez (« Claude »), deux responsables communistes qui sont intervenus dans l'Yonne en 1942. Raymonde, chargée d'y reconstituer les Jeunesses communistes, est morte en déportation en mars 1943 tandis qu'Albert a été fusillé à Paris le 9 juillet 1943. Ignorant sa disparition, il lui a dédié sa dernière lettre.

[23]. Il est déporté en juillet 1944 et meurt le 27 janvier 1945 au camp de concentration de Neuengamme.

[24]. Résistant communiste du dépôt de Laroche-Migennes, mort au camp d'Oranienburg le 30 avril 1945.

[25]. Il est, bien entendu, des cas contraires. Certaines relations ne survivront pas à la guerre.

[26]. *Op.cit.*, Annie Guéhenno, *L'épreuve*, Grasset, 1968. Un récit de la résistante, également épouse du romancier Jean Guéhenno.

[27]. Citation du 10 novembre 1945 comportant l'attribution de la croix de guerre avec étoile de bronze.

[28]. Fondés par Henri d'Astier de La Vigerie au printemps 1944, les Commandos de France, constitués uniquement par des évadés de France, ont mené des opérations de harcèlement contre l'ennemi, en précédant les troupes ayant débarqué en Provence en août 1944.

[29]. D'après *l'Yonne républicaine*, édition du 21 août 1967, article signé de Gérard Vée.

[30]. Voir l'article de Thierry Roblin sur « Nicole » in *Yonne Mémoire* n° 20, novembre 2008.

[31]. Robert Loffroy, *Mémoires de guerre*.

[32]. Le 24 février 1944 à Fouchères, les gendarmes arrêtent Jules Sebag, professeur de mathématiques au lycée de Sens, son épouse Andrée et sa belle-mère mais n'insistent pas pour retrouver le petit Fernand, âgé seulement de quatre ans. Jeanne Varet l'a fait cacher grâce à son aide-pharmacien, dans une maison voisine. Il sera le seul survivant.

[33]. Ses deux frères, René et Pierre, tous deux membres de Combat, sont arrêtés. En 1944, elle sauve René de Drancy en lui fournissant de faux papiers mais ne peut rien pour Pierre qui est déporté en 1943 et meurt à Dora.

[34]. Le préfet Joseph Bourgeois a destitué plusieurs enseignants en décembre 1940 pour leur participation à la grève du 30 novembre 1938. Suzanne Brisset est elle-même surveillée par la police des Renseignement généraux dont l'anticommunisme est attesté.

[35]. Robert Loffroy, *op.cit.*

[36]. Témoignage de Robert Loffroy par exemple. Tracts : Arch. dép. Yonne 1 W 103 et 1 W 193, entre autres références.

[37]. Jusqu'à son départ de Sens en novembre 1940, Lucienne Rolland anime un groupe du parti communiste. Elle reste en contact avec la région parisienne dont elle rapporte des tracts, ce que nous confirme un rapport du sous-préfet Stéphane Leuret au Préfet : « *Le chef de l'organisation se trouve être une femme de 20 ans, Lucienne Roland, (qui) possède un domicile à Paris, un PC à Gron [...]. A l'heure où la femme Roland donne ses paquets de tracts, elle quitte Gron avec armes et bagages pour regagner Saint-Ouen.* » (rapport du 13 janvier 1941, Arch. dép. Yonne, 1 W 92).

[38]. Résistante communiste morte en déportation à Auschwitz. Responsable des Jeunesses communistes puis fondatrice de l'Union des Jeunes filles de France avant la guerre. À l'automne 1940, elle installe en région parisienne les Comités féminins puis diffuse la presse clandestine et notamment *La Voix des femmes*.

[39]. Victime de la répression anticommuniste du printemps 1942, il est fusillé le 25 avril 1942 au champ de tir d'Egriselles, près d'Auxerre.

[40]. « Albert », responsable départemental du parti communiste, arrive dans l'Yonne après les exécutions d'avril 1942 et réorganise le Front national en quelques mois.

[41]. Georges Chabanna et Léon Bouchard seront tous deux déportés et meurent dans les camps allemands au printemps 1945.

[42]. A l'exception de Mollion, fusillé en août 1943 à Dijon (inscrit sur le mur des fusillés de la rue J. Moulin), les autres fusillés nommés dans ce tract (Brugot, Picard, Ferry, Louis, Tabarant, Aillot et Minard) ont été fusillés en 1942 à Egriselles, près d'Auxerre, tandis que Roulot, Jacquin, Boigegrain l'ont été dans l'Aube et Froissart l'a été au Mont-Valérien.

[43]. Suivent douze noms de femmes dont Danielle Casanova, Madeleine Marival, Yvonne Emorine...

[44]. Le 15 avril 1944, jour de marché, est diffusé dans l'Auxerrois un autre tract appelant à manifester devant la préfecture contre la distribution d'un lait trop écrémé.

[45]. C'est souvent le cas des réseaux de renseignement. Ainsi du réseau F2, lui aussi connu pour sa forte composante féminine, et qui est indirectement représenté dans l'Yonne par la cellule Suzon animée par une poignée d'agents. Voir sur F2 : Jean Medrala, *Les réseaux de renseignements franco-polonais 1940-1944*, L'Harmattan, 2005.

[46]. D'après un document transmis par Joël Drogland où Mme Vauthier s'exprimait dans le cadre du Concours de la Résistance et de la Déportation, décembre 1996.

[47]. Son mari porte un colis à son épouse le 8 février 1944 mais est reconnu par Bonny, responsable français de la *Gestapo*. Arrêté et fouillé, l'adresse de son fils Henri est trouvée sur lui. Le père et le fils, résistant également, sont déportés le 14 juillet pour le camp de Neuengamme. Madeleine Plait est relâchée mais Henri ne reviendra pas de déportation.

[48]. Exécution d'Abel Minard le 25 avril 1942 au champ de tir d'Egriselles près d'Auxerre et de René Froissart au Mont-Valérien le 21 septembre 1942.

[49]. Arrêté le 6 septembre 1943, il meurt en déportation en novembre 1944 au camp de Gross-Rosen.

[50]. Il n'a pas été pardonné à Yvonne Dumont d'avoir tué un sous-officier allemand au cours de l'assaut.

[51]. À Augy, Marcel Ferry (après Henri Nutchey arrêté à sa place par erreur) et à Tonnerre, Abel Minard.

[52]. Léone date son départ du 23 septembre 1943 : s'agit-il d'une erreur de mémoire ? Il s'agirait alors du 23 octobre car le décès de Louis Busset date du 5 octobre et les premières arrestations provoquées par la trahison de Marius Guillemand se situent entre le 13 et le 16 octobre. Rien n'empêche de penser que les Delcroix aient été mis en garde contre Guillemand, ancien responsable BOA du Pas-de-Calais dont Jean Delcroix était originaire, mais rien ne permet de penser que la *Gestapo* ne les traquait pas. En tous cas, le départ précipité des Delcroix et leur reconversion rapide dans le Vercors au sein de Gallia, l'un des réseaux de renseignements les plus importants du BCRA en zone sud, ressemble à la mise à l'abri d'agents menacés d'arrestation.

[53]. Arch. dép. Yonne 1130 W 39.

[54]. Voir l'article de C. Delasselle et J. Drogland sur Robert Bailly dans le bulletin *Yonne Mémoire* n° 26, décembre 2011.

[55]. Voir la thèse de Corinne Jaladieu, *La prison politique sous Vichy*, L'Harmattan, 2007. À partir de l'étude de deux prisons centrales, l'une pour hommes et l'autre pour femmes à Rennes, l'auteur démontre la surenchère répressive de Vichy au fil de l'Occupation et l'inflation des délits politiques et des peines carcérales

prononcés dans le cadre de la politique de Collaboration.

[56]. Le chiffre de 43 cité dans *Un département dans la guerre* (p 444) est supérieur mais ne précise pas l'origine de toutes les femmes et ne comptabilise pas que des résistantes (rafles, prisonnières..).

[57]. Environ 500 hommes.

[58]. L'Auxerroise Renée Lévy n'est pas comptabilisée car son activité ne s'est pas déroulée dans l'Yonne. Son cas mérite d'être signalé en tant que fille d'un professeur du lycée de jeunes filles d'Auxerre. Résistante du réseau Hector et du Musée de l'Homme à Paris, elle y est arrêtée et sera exécutée à la hache à Cologne en 1943.

[59]. Proche du réseau JMB et arrêtée en décembre 1943 à La Ferté-Loupière. Sa fille Paulette Courty l'est aussi le mois suivant mais reviendra de Bergen-Belsen.

[60]. Site internet : Mémoire vive des convois des 45 000 et 31 000 d'Auschwitz-Birkenau.

[61]. Sous les dehors de l'éternel féminin, le régime de Vichy, initiateur de la Fête des mères, a aggravé la condition féminine. Les femmes, déjà discriminées par leur incapacité civique et juridique (sans droits au vote et à l'autorité parentale) ont été victimes d'un durcissement législatif sur les questions du divorce, de l'avortement et de l'embauche.

[62]. Et par le GPRF appliquant le programme du CNR, sans oublier le volontarisme des radicaux.

[63]. *L'Yonne républicaine* du 18 août 1946.

[64]. *L'Yonne républicaine* des 18 août 1946, 10 mars 1948 et 6 septembre 1951.

[65]. La polémique recouvrait également un profond clivage communal, opposant les conservateurs aux communistes.

[66]. *Op. cit.*

[67]. *Op. cit.*

[68]. Mais actuelle comme par exemple le livre récent sur les filles du SOE en France : Sarah Helm, *Vera Atkins, une femme de l'ombre. La Résistance anglaise en France*, Seuil, 2010.

[69]. Citation d'après *L'Yonne républicaine* du 18 août 1946.

Marcelle David, une femme agent de liaison

par Thierry Roblin

Marcelle David était agent de liaison pour le compte d'un maquis sénonais nommé Kléber en juin 1944. La fonction n'a rien d'original puisque nous savons que c'était le rôle auquel les femmes étaient le plus souvent cantonnées dans la Résistance. Cela dit, l'étude de l'exemple de Marcelle David est intéressant, ne serait-ce que par l'âge auquel elle s'engage dans la résistance.

En effet, en juillet 1943, Marcelle, soupçonnée d'appartenir à une organisation résistante, est arrêtée à Sens, elle n'a que 15 ans ! Relâchée après avoir passé trois mois en prison, elle devient à tout juste 17 ans agent de liaison pour le compte d'un maquis.

Dès lors, cette précocité peu banale en matière d'engagement dans la Résistance nécessite quelques explications.

La résistance à partir d'un noyau familial

Originaire d'un village de l'Aillantais, Saint-Maurice-le-Viel, Marcelle David est née le 1^{er} mars 1927. Elle fait partie d'une famille de résistants qui se sont illustrés dans l'Yonne. Nous avons donc là très clairement un bel exemple d'un engagement qui est né puis s'est développé au sein d'un noyau familial.

« Mon père Désiré David était un profond patriote, il partageait des idées communistes mais n'était pas militant, tout comme mon oncle d'ailleurs. Mon père a rejoint le maquis en juin 1944 à plus de 40 ans ! Quand à ma mère Madeleine, elle a fait quelques missions en tant qu'agent de liaison... »¹ L'oncle s'appelle Georges Manoury, maréchal-ferrant à Saint-Maurice-Thizouaille, ce dernier crée début 1942 un des tous premiers groupes de résistance dans l'Yonne. À l'été 1943, il rejoint le réseau Jean-Marie Buckmaster.

Marcelle David a aussi une tante, Cécile Lobry, résistante également mais dans le Sénonais. Née à Saint-Maurice en 1901, mère au foyer à Sens, elle se porte volontaire pour soigner les blessés des bombardements de 1940. En contact avec le docteur Ragot selon des modalités et circonstances que nous continuons d'ignorer, ils animent tous les deux une filière d'évasion vers l'Espagne permettant ainsi à de jeunes réfractaires de quitter l'Yonne pour rejoindre la France Libre en passant par l'Espagne².

Il est certain que l'existence de ce noyau familial impliqué très tôt dans la Résistance explique en grande partie l'engagement de Marcelle David, sinon comment une jeune fille aurait-elle pu intégrer les rangs de la Résistance sans se heurter aux réticences des responsables dont la plupart étaient des hommes ?

L'arrestation puis l'emprisonnement à Auxerre en juillet 1943

Au début de l'année 1943, la jeune Marcelle, scolarisée à l'École primaire supérieure de Sens, est sollicitée par deux camarades de classe. Ces derniers connaissent deux jeunes réfractaires sénonais voulant passer clandestinement en Espagne afin de rejoindre la France Libre. Si la jeune fille ne fait pas partie directement de la filière, elle a 15 ans ne l'oublions pas, elle connaît l'activité résistante de sa tante Cécile Lobry, elle accepte donc de mettre en contact les deux jeunes avec cette dernière.

Mais, quelques semaines plus tard, la filière est démantelée à la suite de l'arrestation d'une vingtaine de réfractaires sénonais à Saint-Jean-Pied-de-Port. Y avait-il les deux garçons évoqués par Marcelle ? Probablement. Dès lors la filière est démantelée. À cette occasion, le sous-préfet de Sens, Stéphane Leuret, ardent acteur de la collaboration dans le département, développe un zèle tout particulier en provoquant l'arrestation des responsables de la filière. Cécile Lobry est arrêtée le 24 mars 1943 puis, le 2 juillet, c'est au tour du docteur Ragot et de Marcelle David d'être interrogés et arrêtés³.

Marcelle est emprisonnée à Auxerre jusqu'en octobre 1943. « J'étais mise à l'isolement certainement dû à mon jeune âge. Tous les jours, j'étais interrogée au palais de Justice par un Allemand. Il voulait savoir comment fonctionnait le réseau, où étaient cachées les armes... Un jour, dans ma cellule, j'ai eu la surprise de voir arriver une jeune fille, j'ai rapidement compris qu'elle devait gagner ma confiance dans l'espoir de recueillir certaines confidences, évidemment je n'ai rien dit... Mais je n'ai jamais été torturée. Un des gardes allemands m'avait même pris en sympathie car il disait que je lui rappelais sa fille... »

Marcelle David est finalement libérée le 7 octobre 1943, sans jugement. Là encore on peut supposer que son jeune âge a dû la sauver. Cécile Lobry et André Ragot ont eu moins de chance, ils ont été tous les deux déportés en Allemagne⁴.

De retour chez ses parents, Marcelle David tente de reprendre le cours d'une vie d'une jeune fille de l'époque.

Agent de liaison de Kléber à partir de juin 1944

En mai 1944, à l'approche du débarquement, Henri Frager, responsable du réseau Jean-Marie Buckmaster, décide de structurer militairement son organisation en créant un poste de commandement. Il s'agit là d'un exemple assez rare voire unique d'un réseau devenu une organisation paramilitaire. Ainsi Frager encourage la création des maquis dans l'Yonne, département dans lequel le réseau était très actif.

En juin 1944, une rencontre est organisée entre Roger Bardet, adjoint de Frager et Georges Manoury, Désiré David et Moïse Flottet afin de créer un maquis au nord-ouest de Sens, près de Villebou-



Après la libération de Sens août 1944, Moïse Flottet en uniforme britannique et foulard blanc pose au premier rang au milieu de ses hommes. Marcelle David se situe à gauche en dessous du maquisard qui brandit son arme (Collection privée Jean-Luc Prieur).

gis. Flottet, qui a pris le pseudonyme de « Kléber », donne son nom au maquis⁵.

Afin d'établir un contact permanent entre le PC du réseau installé dans l'Aillantais et le maquis Kléber, on nomme un agent de liaison. Désiré David, qui est un des premiers à rejoindre le maquis, sollicite sa fille Marcelle. Cette dernière multiplie à vélo les allers et retours entre le maquis sénonais et l'Aillantais, plus précisément à Villiers-sur-Tholon où vivent les époux Montagne qui tiennent la boîte aux lettres du PC.

Ces longs trajets éprouvants (100 km dans la journée !) sur des vélos très lourds empruntant des chemins de traverse n'épuisent toutefois pas le moral de la jeune résistante. Plus surprenant, cette dernière ignore totalement où se trouvent les messages : « *je n'en avais aucun sur moi, avant chaque mission, on me remettait simplement le vélo, je suppose que les messages devaient être cachés dans le cadre de ma bicyclette...* » Ainsi, ce moyen en cas de contrôle rapide garantissait la sécurité de l'agent de liaison. Rapidement, le maquis Kléber s'organise en regroupant une quarantaine d'hommes bien équipés et armés qui participent à quelques sabotages et parachutages, notamment sur le terrain des Barilliers près de Fouchères.

Le 21 août 1944, informés de l'approche de la III^e Armée américaine par Marcelle David qui se souvient avoir « *vu briller au loin les draps qui flottaient sur les véhicules* », les maquisards de Kléber établissent la jonction au carrefour de Villeroy et entrent ainsi les premiers aux côtés des Américains dans Sens. Ils participent ainsi que les FTP aux quelques combats qui se déroulent lors de la Libération de Sens. Marcelle n'était pas présente, les maquisards n'ayant évidemment pas voulu qu'elle les accompagne !

Après la Libération, l'oubli ?

Après la Libération, la guerre n'est pas terminée et bon nombre de résistants choisissent de continuer le combat en s'engageant dans les régiments combattants. Pour les femmes, le choix était plus limité et bien souvent la démobilisation signifie un retour à un quotidien fait de contraintes pour ne pas dire de servitudes. Après avoir tenté de reprendre ses études, Marcelle David travaille chez le docteur de Larebeyrette, résistant-déporté que connaissait

bien sa tante Cécile Lobry. En 1949, Marcelle David, jeune mariée, part dans les Ardennes. Divorcée puis remariée, elle revient dans l'Yonne en 1961 à Auxerre où son époux, Gilbert Raudin, dirige un cabinet d'assurances.

Pendant toutes ces années, Marcelle Raudin n'a pas cherché à adhérer aux associations de résistance. Plus surprenant, alors qu'elle appartient à une famille de résistants-déportés⁶, elle coupe tout contact avec les anciens compagnons de résistance, acceptant juste de participer à l'hommage organisé lors de l'enterrement de son chef Moïse Flottet (« Kléber ») à Villeneuve-Saint-Georges. On peut dire que son engagement dans la Résistance n'aura eu finalement aucune incidence sur sa vie après la guerre.

Nous avons donc retrouvé sa trace grâce à l'opiniâtreté de Jean-Louis Paquet, qui n'a cessé de recueillir des témoignages des acteurs de la résistance dans le Sénonais : « *M Paquet m'a fait sortir de l'ombre et je lui en suis reconnaissante !* » s'exclame-t-elle avec un grand sourire ! ■■■

Notes

- [1]. Témoignage de Marcelle Raudin réalisé le 1^{er} mars 2012. Toutes les citations sont extraites de ce témoignage.
- [2]. Voir à ce sujet, le dossier *Les évadés de l'Yonne* paru dans *Yonne-Mémoire* N°22.
- [3]. À ce jour, nous n'expliquons pas le décalage de trois mois existant entre l'arrestation de Cécile Lobry et celles de Ragot et de Marcelle David.
- [4]. Après avoir été emprisonnée en Allemagne, Cécile Lobry est déportée au camp de Ravensbrück en décembre 1944. Elle rentre de déportation en avril 1945 puis publie dans les colonnes de *L'Eclaireur de l'Yonne* un récit de son calvaire. André Ragot est déporté au camp du Struthof en septembre 1944, puis à Dachau. Après son retour de déportation en avril 1945, il publie en 1946 ses souvenirs de déportation dans un ouvrage intitulé *NN (Nuit et Brouillard)*.
- [5]. Nous ignorons comment ce dernier arrive à établir les contacts avec les membres du réseau Jean-Marie dans l'Yonne, cependant rapidement Flottet devient le chef incontestable du maquis Kléber. Après la libération du département, il s'engage au sien du 1^{er} Régiment des Volontaires de l'Yonne et rejoint la 1^{ère} Armée française. Mais il est tué au combat à Michelbach, en Alsace, le 7 décembre 1944.
- [6]. Comme sa tante Cécile Lobry, son oncle Georges Manoury a été déporté. On peut dire que c'est un véritable miraculé puisque outre les mauvais traitements infligés par les tortionnaires nazis, il a survécu aux bombardements des paquebots dans lesquels les déportés avaient été parqués après l'évacuation du camp de Neuengamme situé près de Hambourg. Faisant croire aux Alliés qu'il s'agissait d'un transport de soldats, les Allemands avaient « incité » l'aviation alliée à bombarder les navires, provoquant la mort de 7 300 déportés. Il n'y eut que 450 rescapés dont onze Français et parmi eux se trouvait Georges Manoury.

Claude Mercier (« Nadine »), une agent de liaison réfugiée dans l'Yonne

par Frédéric Gand

Claude Mercier est née le 20 avril 1926 au Creusot en Saône-et-Loire et a grandi dans un milieu petit bourgeois, très respectueux de la famille Schneider et de son empire industriel. Sa mère est infirmière à l'Hôtel-Dieu et son père est chef du personnel au bureau de dessin de l'usine Schneider. C'est aussi un grand blessé de la Grande Guerre (mutilé et gazé) que Claude perd très jeune. Devenue adolescente, elle obtient son brevet élémentaire et se détache de son éducation. En 1943, elle rencontre le résistant communiste Yves Labalette qui l'entraîne dans la Résistance : *« On s'est rencontré chez des amis, on est tombé amoureux l'un de l'autre. Il m'a avoué qu'il faisait partie de la Résistance. Je suis devenue agent de liaison. Il m'a ensuite présenté à un chef nommé Lucien Prost »* (qui sera responsable du PCF de l'Yonne en juin 1944).

Yves travaille alors pour l'entreprise icaunaise Charles Guy dont il est le beau-frère : *« Sa sœur Yvette s'était mariée avec Charles Guy¹, un gros entrepreneur de bâtiment habitant Jonches. Celui-ci avait un travail monstre au Creusot où les bombardements (17 octobre 1942 et 21 Juin 1943) avaient fait des ravages. Il y avait beaucoup de travail de reconstruction notamment en vitrerie qui était une de ses spécialités.² »*

Claude résiste au sein de l'organisation FTP dans la région du Creusot où elle rencontre le Chalonnais Gaston Monteille qui sera responsable du PCF de l'Yonne, de novembre 1943 au 1^{er} juin 1944 : *« J'allais mettre des plis à Mesvres, à Saint-Sernin-du-Bois ou ailleurs. Je ne voyais personne car je posais les plis dans des caches ; je recevais des instructions chez ma mère par Yves. On devait mémoriser ces instructions. J'ai fait cela environ pendant un an. J'en ai fait du vélo ! Une de mes caches, destinées au maquis d'Autun, se trouvait sur le plateau d'Antully dans la nature, comme celle de Mesvres. On ne connaissait pas nos vrais noms. On était tellement épris de liberté et de lutte contre l'envahisseur qu'on était allé décorer le monument aux morts du Creusot le 14 juillet 1943.*

À deux heures du matin avec Yves et d'autres camarades, on a posé à l'aide d'échelles des guirlandes, des drapeaux tricolores, des cocardes et des slogans « La France vaincra ». »

Au début de l'année 1944, en pleine nuit, elle quitte précipitamment le Creusot pour échapper à une vague d'arrestations : *« Nous*



Claude Mercier, « Nadine ». Coll. privée Mercier

avons fui dans une camionnette de l'entreprise auxerroise Charles Guy. Nous sommes arrivés dans l'Yonne, à Jonches, un petit bled. Pour éviter les dénonciations, Yves et moi nous sommes repliés à Monéteau, au lieu-dit du Petit-Saint-Quentin. » Mais elle retourne au Creusot au mois de mai 1944 pour une mission périlleuse en

« On était tellement épris de liberté et de lutte contre l'envahisseur qu'on était allé décorer le monument aux morts du Creusot le 14 juillet 1943. . »

compagnie d'Yves Labalette : « J'avais chargé dans la camionnette le bureau de mon père et nous y avons caché des armes. Il faut dire qu'il y avait des caches d'armes dans les environs du Creusot. Nous avons conduit de nuit, c'était risqué, avec la fumée

du gazogène, et nous sommes arrivés au matin à Jonches. »

À Monéteau, Yves continue à travailler pour l'entreprise Guy mais dirige aussi une petite imprimerie clandestine avec l'aide de Claude qui est devenue sa compagne : « *Je ne travaillais pas. Je faisais des tracts et des affiches. Nous avions une vieille ronéo.* » Elle reprend son rôle d'agent de liaison et prend ses ordres auprès des responsables de l'état-major FTP, basé à ce moment à l'école de Perrigny. « *C'était Serge Loffroy ou le commandant « Max »³ qui me donnaient des ordres* ». Elle est également sous les ordres de Louise Gaudinot (« Paule »), la responsable de l'Union des femmes françaises. Au cours de ses liaisons, elle a rencontré plusieurs résistants, comme Marcel Hugot et André Vildieu à Coulanges-la-Vineuse ou Louis Riglet à Migennes⁴. Malgré son émotivité, elle accomplit courageusement ses missions :

« *Il y avait des maisons ouvrières où j'avais des contacts. J'avais 18 ans, j'étais mineure mais j'avais ma vraie carte d'identité au*

«... J'avais la frousse dans les tripes. Pour une mission à Auxerre, je passais devant les camps d'Allemands avec mon vélo de femme et mes deux sacoches et ils ne m'ont jamais arrêtée... »

nom de Claude Mercier. J'avais la frousse dans les tripes. Pour une mission à Auxerre, je passais devant les camps d'Allemands (actuelle avenue Mermoz) avec mon vélo de femme et mes deux sacoches et ils ne m'ont jamais arrêtée. À l'intérieur, il y a peut-être eu des armes mais je n'ai jamais vérifié ni eu la curiosité : il valait mieux ne pas approfondir. »

Quelques jours avant la Libération, elle est chargée de mettre en relation deux responsables : André Cornillon (« La Pédale ») et Georges Clément (« Jo »)⁵. C'est sa dernière liaison, dont elle se souvient très bien : « *On m'avait ordonné de me rendre à la gare de Perrigny. Le rendez-vous était avec le fameux capitaine « Jo » On s'échange nos mots de passe. Puis il frappe à la porte du domicile de la gardienne du passage à niveau de la gare et intime à une dame :*

- « *Ordre des FFI, vous gardez nos vélos* ». *Je pensais, compte-tenu des consignes de sécurité de l'époque, qu'il était fou. Mais je n'avais que 18 ans. Les vélos rangés, nous gagnons Auxerre à travers champs. En chemin, il me montre des photos d'identité de René Millereau, de Charles Guy (« Yvon »), de Serge Loffroy, tous des hauts responsables de tout le secteur de l'Yonne.*

- « *Vous les connaissez* », me dit-il, « *il faut me le dire car j'arrive de l'Est et je suis appelé à jouer ici un grand rôle.* »

- « *Non je ne les connais pas* ».

Il insistait mais je répondais toujours la même chose et je me disais que la situation était anormale. J'avais pourtant reçu l'ordre de mettre ce capitaine « Jo » en rapport avec « La Pédale ». À Auxerre, devant la Poste, voyant qu'il ne pouvait rien tirer de moi, il me proposa de m'offrir un café. J'avais une trouille terrible. Je refusais : je lui dis que j'avais des ordres et qu'il pouvait prendre un café et que j'allais l'attendre. Il est entré dans un café situé entre la Poste et l'église Saint-Eusèbe, un café connu pour être le rendez-vous des Allemands (l'actuel Chablis Bar au coin des rues René Schaeffer et des Hospitaliers). À sa sortie, je l'ai mené chez Cornillon place Saint-Mamert ». « Nadine » prendra soin alors de

mettre ce dernier en garde avant l'entrevue.

Claude Mercier incarne ces nombreuses agentes de liaisons dévouées qui furent indispensables au bon fonctionnement de la Résistance. Son parcours dans l'Yonne fut assez discret et se fit dans l'entourage étroit de Charles Guy. Après la guerre, elle épousa Yves Labalette qui lança *Le Travailleur de l'Yonne* à Auxerre. ■■■

Notes :

[1]. Charles Guy dit « Yvon » est chargé en août 1944 par Lucien Prost de la liaison permanente entre ce dernier et les FTP. Véritable dirigeant des FTP de l'Yonne dans l'été 1944, il devient à la Libération le commandant départemental des FTP puis le chef départemental FFI. Quelques années après la guerre, Charles Guy se trouvera au centre d'une vive polémique (affaire de mœurs, accusation de s'être enrichi en travaillant pour les Allemands, interrogations sur son activité résistante) et quittera la région. Nous nous proposons de faire une mise au point approfondie sur l'affaire « Yvon » dans un numéro ultérieur de ce bulletin.

[2]. Les citations sont toutes tirées d'entretiens datés des 28 mai 2011 et 10 janvier 2012.

[3]. Deux hauts responsables de l'état-major des FTP : Serge Loffroy (« Bernard » puis « Serge ») et René Millereau (« Max » ou « commandant Max »).

[4]. Marcel Hugot et André Vildieu, membres d'un groupe sédentaire FTP chargé d'une importante imprimerie clandestine communiste (journaux et tracts) à Coulanges-la-Vineuse. Ils disparaissent tous deux en déportation. Louis Riglet, menuisier au dépôt ferroviaire de Laroche-Migennes et chef d'un groupe de sabotage FTP très actif. Arrêté par les Allemands le 31 mars 1944, il meurt sous la torture à Auxerre le 4 avril suivant.

[5]. André Cornillon, fondateur et acteur du Front national auxerrois. Georges Clément, alias « Jolin » ou « Jo », est un agent de l'Abwehr qui, se prétendant communiste, a réussi à s'infiltrer auprès de l'état-major FTP de l'Yonne où il arrive en mai 1944. À l'été 1944 puis à la Libération, il lui est imprudemment confié des responsabilités à la tête de maquis (Cie Rouget de l'Isle puis maquis de l'Etang-Sec) puis dans des opérations d'épuration. Il est à chaque fois relevé de ses fonctions à cause de sa brutalité, de ses vols et de ses crimes, y compris de résistants. Son départ pour le Gard à la mi-novembre 1944 soulage l'état-major FTP qui ignorait encore à ce moment-là sa duplicité. Lui et sa compagne, Georgette Bouy, font l'objet d'un mandat d'arrêt pour les vols commis. En 1947, la cour de justice du Loiret est informée qu'il s'est suicidé dans le Gard, le 30 mai 1945 (Arch. dép. Loiret, dossier 162 W 28897).

Line Hutinel, agent de renseignement

par Thierry Roblin

Line Coulon est née le 16 septembre 1912 dans un milieu bourgeois, à Guerchy. Fin 1940, son mari étant en captivité en Allemagne, elle décide de retourner vivre chez ses parents installés à Guerchy. Ne fréquentant pas la population locale, très discrète, celle qui est décrite « comme une belle femme » suscite une certaine curiosité de la part des villageois. Certains affirment même l'avoir vue en compagnie du commissaire Grégoire à Auxerre. En fait, depuis avril 1943, Line Hutinel est membre du mouvement Ceux de la Libération. Mais beaucoup de personnes l'ignorent. Il est vrai que sa mission est assez délicate puisqu'il s'agit d'infiltrer l'ennemi. Cette activité était peu fréquente dans l'Yonne¹, nous connaissons davantage des exemples d'agents doubles ou de traîtres qui ont infiltré la Résistance, et provoqué ainsi une répression terrible.

Membre du mouvement Ceux de la Libération

Nous ignorons les conditions dans lesquelles Line Hutinel rejoint le mouvement Ceux de la Libération, implanté essentiellement dans le Sénonais². Toujours est-il qu'elle devient un agent assez « spécial » chargé d'infiltrer les Services des Renseignements généraux. Le but de cette mission était de recueillir des informations utiles aux responsables des organisations de résistance, comme la communication des dates des opérations de police lancées contre la Résistance ou bien encore la fourniture des tampons officiels... Il est bien sûr possible que Mme Hutinel ait usé de ses charmes pour gagner la confiance du commissaire spécial Grégoire, dont on sait qu'il n'était pas insensible aux charmes féminins³.

Parallèlement à cette mission, Mme Hutinel a tenté de prendre contact avec d'autres organisations. Ainsi en mai 1943, à Guerchy, elle rencontre Robert Loffroy et Paul Dubois (« Charlot »), responsable interrégional FTP. Mais comprenant que les deux hommes appartiennent à l'organisation communiste dont elle ne partage pas les idées, elle décide de ne pas poursuivre les contacts.

Arrêtée après la Libération

Mais à la Libération, dans un contexte d'épuration très violent, surtout dans un village, Guerchy, qui a vécu un réel traumatisme avec le massacre de la famille Dumont (évoqué dans ce numéro par Frédéric Gand), certains crient vengeance. Ignorant le rôle d'agent de Line Hutinel, ils l'accusent d'avoir eu des relations avec Grégoire et par conséquent d'être à l'origine de la dénonciation de

la famille Dumont aux Allemands.

Mme Hutinel est donc arrêtée le 18 mai 1945 et internée à la caserne Gouré à Auxerre. Naturellement, la résistante clame son innocence. Des enquêtes de gendarmerie sont menées et un dossier est constitué en mai et juin 1945.

Nous avons consulté ce dossier aux archives départementales⁴ et pu confronter les différents témoignages évoquant l'action de Mme Hutinel. Nous pouvons affirmer qu'elle était une authentique résistante. Ainsi le colonel Mathis et le docteur Potiron, tous deux responsables sénonais du mouvement Ceux de la Libération affirment que « Mme Hutinel s'est acquittée avec succès de sa mission d'agent de renseignement, permettant ainsi d'éviter les arrestations de résistants et aussi de démasquer les traîtres qui

... Le but de cette mission était de recueillir des informations utiles aux responsables des organisations de résistance, comme la communication des dates des opérations de police lancées contre la Résistance.

travaillaient pour l'occupant ». De son côté, Robert Loffroy, qui confirme la rencontre de mai 1943 à Guerchy, déclare « avoir toute confiance envers son patriotisme ».

Dès lors, les accusations pour fait de collaboration sont abandonnées. Rapidement innocentée, Line Hutinel est libérée en juin 1945. ■

Notes

[1]. Dans l'Yonne, le résistant Marcel Boname originaire de Villiers-sur-Tholon a été chargé de mener des missions de renseignement pour le groupe Chevreuil puis pour le réseau Jean-Marie Buckmaster. Démasqué, Boname a été fusillé le 9 août 1944 à Châtel-Gérard.

[2]. Il s'agit d'un des grands mouvements de la zone Nord créé dès août 1940 et qui a recruté majoritairement dans les milieux de la bourgeoisie conservatrice et les milieux militaires. D'origine parisienne, ce mouvement Ceux de la Libération est aussi présent dans l'Aube et dans l'Yonne où il est dirigé par le colonel Mathis.

[3]. Arch. dép. Yonne, 6 W 25470 (dossier d'instruction du procès de René Grégoire).

[4]. Arch. dép. Yonne, dossier de Mme Hutinel (1130 W 17)